



## AFGHANISTAN

Les talibans disent non à Karzaï  
Page B 1

## PATRIMOINE

Montréal et Québec en vedette  
Page A 3

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 222

LE LUNDI 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2007

88 c + TAXES = 1 \$

## Des dizaines de personnes âgées expulsées

### Bouleversements douloureux dans le réseau d'hébergement de la santé

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Ce devait être une bonne nouvelle pour les aînés. D'ici un an, douze unités de ressources intermédiaires (RI) seront créées sous la houlette de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. En pra-

tique, toutefois, l'aménagement de ces nouvelles places rattachées à un Centre de santé et de services sociaux (CSSS) se fait parfois au détriment de ceux-là mêmes que l'on veut aider. Déjà, plusieurs dizaines de personnes âgées ont été sommées de céder leur logement dans deux des résidences privées qui feront l'objet d'un

changement de vocation, jetant ainsi une ombre sur un projet pourtant pétri de bonnes intentions en cette Journée internationale des personnes âgées.

Dans les dernières semaines, six plaintes ont été portées à l'attention du Comité logement Ahuntsic-Carrierville. Toutes concernent le propriétaire des Résidences

Tournesol de la rue Bois-de-Boulogne, dans le quartier Ahuntsic. Dans ce dossier, la compagnie Cogir est accusée d'avoir agi cavalièrement en ne respectant pas toutes les règles prescrites par la Régie du logement.

VOIR PAGE A 8: PERSONNES

## L'environnement ne doit pas être un frein aux grands projets, dit Dumont

ROBERT DUTRISAC

Victoriaville — Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, juge que le respect de l'environnement ne doit pas être un frein à la réalisation de grands projets et préconise le développement tous azimuts du potentiel hydroélectrique du Québec.



Mario Dumont

«Il ne devrait pas y avoir à notre développement hydroélectrique d'autre limite que notre capacité de construire», a déclaré, hier, Mario Dumont dans son discours de clôture du conseil général du parti qui a réuni quelque 500 militants depuis samedi.

Selon le chef adéquate, le Québec ne peut se permettre d'étouffer son économie sous prétexte de protéger l'environnement. «Le Québec doit réaliser le défi environnemental tout en faisant son rattrapage économique», a-t-il lancé. «Il faut être capable d'amener le Québec [à atteindre] des objectifs environnementaux ambitieux, mais de réaliser comme parti politique le tour de force de faire ça tout en redonnant aux Québécois le goût de réaliser des projets.»

En dépit de ce parti pris pour la croissance économique, M. Dumont ne remet pas en cause le processus d'évaluation environnementale auquel doivent se soumettre les grands projets. De même, son entourage a été incapable de préciser, hier, en quoi un gouvernement adéquate ferait davantage que le gouvernement Charest en matière de développement hydroélectrique. Le premier ministre Jean Charest a déjà annoncé en mai 2006 la relance des investissements d'Hydro-Québec qui consentira 25 milliards d'ici 2015 à la construction de centrales et d'éoliennes.

Les «gaffes politiques» des libéraux et les «dépassements de coûts honteux» qu'ont connus certains projets du gouvernement péquiste ont fait en sorte que les Québécois ont maintenant peur des grands projets, a fait valoir

VOIR PAGE A 8: DUMONT

### IDÉES

## Retour sur l'industrie porcine

À l'occasion de la fin des audiences de la Commission sur l'avenir de l'agriculture au Québec et de la parution cette semaine d'un ouvrage de chercheurs de l'UQAM sur les impacts négatifs de l'industrie porcine, nous publions aujourd'hui en page Idées le premier de deux textes d'Hugo Latulippe, auteur de *Bacon le film*, qui présente son analyse de l'évolution du dossier, six ans après la sortie du film-choc.

■ À lire en page A 7

### INDEX

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics.....	B 6	Météo.....	B 6
Convergence.....	B 7	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés.....	B 4
Décès.....	B 4	Religions.....	B 6
Économie.....	A 5	Sudoku.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

## L'Ontarien Weir bat Woods en sol montréalais



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Tiger Woods félicitant l'Ontarien Mike Weir à l'issue de l'un des matchs individuels qui ont clôturé le tournoi de la Coupe des Présidents, hier, à Montréal.

## Mainmise américaine sur la Coupe des Présidents

ÉRIC DESROSIERS

Une belle victoire de l'Ontarien Mike Weir sur le célèbre Tiger Woods n'a pas suffi, hier, au club de golf Royal Montréal de l'Île-Bizard à Montréal, pour permettre à l'équipe internationale de combler le retard qu'elle accusait sur les Américains qui ont encore une fois remporté le tournoi de la Coupe des Présidents.

L'équipe de 12 joueurs constituée par l'ancien champion de golf Gary Player a pourtant dominé la sélection du capitaine américain, Jack Nicklaus, en ce dernier jour du tournoi commencé jeudi. Elle a en effet remporté 7 des 12 matchs individuels prévus hier. Les Américains n'avaient toutefois besoin de gagner que trois matchs pour remporter les honneurs tant l'avant-

ce qu'ils s'étaient bâtie lors des matchs par équipe les trois premiers jours était grande. Les champions défendant ont finalement remporté le tournoi par 19,5 points contre 14,5 points pour leurs adversaires.

Parmi les matchs d'intérêt, la confrontation au sommet entre Phil Mickelson et Vijay Singh a rapidement tourné à l'avantage de l'Américain qui disposait déjà de 5 trous d'avance sur le Fidjien après 12 trous de joués. Le Sud-Africain Ernie Els a quant à lui été longtemps mené par Lucas Glover avant de le rattraper et le coiffer au poteau. Un autre Sud-Africain, Retief Goosen, s'est également bien repris contre le redoutable Jim Furyk en remportant son match par deux trous après que l'Américain eut pris la tête dès le départ en réussissant un aigle au deuxième trou.

Le match le plus suivi a toutefois été celui de Mike

Weir contre Tiger Woods. Étant l'un des meilleurs de son équipe durant tout le tournoi, l'Ontarien s'était vu confier par son capitaine, Gary Player, la tâche presque impossible de barrer la route au Mozart de la petite balle blanche. Pas intimidé, il a bien entrepris la journée en se battissant une avance de trois trous dès le 6<sup>e</sup> trou. Fidèle à son habitude, le champion américain a entrepris une remontée qui allait lui donner une avance d'un trou sur le Canadien avec seulement deux trous à jouer. Ce dernier ne s'est toutefois pas laissé abattre. Après avoir remporté le 17<sup>e</sup> trou, il a poussé le meilleur joueur du monde à la faute au 18<sup>e</sup> trou, la balle de départ du tigre atterissant entre les quenouilles et les grenouilles.

VOIR PAGE A 8: COUPE

### L'ENTREVUE

## Un féminisme devenu trop sage

### La sociologue Christine Delphy appelle les femmes à retrousser leurs manches

Elle l'a vu naître, se transformer et s'affaiblir. La sociologue française Christine Delphy ne croit pas pour autant à la disparition du mouvement féministe. Mais devant la banalisation de la prostitution, la montée des groupes masculinistes et le mythe d'une égalité «déjà là», elle appelle les femmes à retrousser leurs manches. Portrait d'une femme qui a un jour épousé un mouvement.

LISA-MARIE GERVAIS

Mort le féminisme? Non. Certains acquis dans la lutte féministe ont toutefois pu en calmer les ardeurs. «La violence faite aux femmes, par exemple. On a mis longtemps à accepter qu'elle existait, mais, dans certaines sociétés, c'est reconnu par le grand public. Il y a un virage idéologique qui semble avoir été pris», constate Christine Delphy, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique

(CNRS) en France. Un virage qui s'accompagne même d'une volonté politique de faire changer les choses, se réjouit-elle.

N'empêche, le mouvement s'essouffle. «Il n'y a plus de mouvements capables de s'agiter sur des grands thèmes, du moins en Occident. Les mouvements sont beaucoup plus forts dans le tiers monde ou au Sud, affirme-t-elle. D'autre part, il y a des retours en arrière manifestes, en tout cas des aggravations.» Elle cite en exemple certains effets pervers de la légalisation de la prostitution, notamment la banalisation de la pornographie et la légalisation du proxé-

nétisme. «Aucun progrès social, y compris quand il est inscrit dans la loi, n'est gravé dans le marbre», avait-elle écrit dans son texte «Retrouver l'élan du féminisme» publié dans *Le Monde diplomatique* en 2004.

Certes, les temps ont changé. «J'ai l'impression que tout a beaucoup changé au fil des années. Mais c'est difficile à dire. Il faut considérer l'âge qu'on avait. Comment les jeunes femmes de 25-30 ans vivent-elles les choses aujourd'hui? Je ne sais pas. En tout cas, elles sont bien mieux armées»,



FRANCINE DESCARRIES

VOIR PAGE A 8: DELPHY

Christine Delphy

ESPACE MUSIQUE 100,7 FM

www.radio-canada.ca/radio

# CHANSON 9h

En semaine avec Sophie Durocher  
Réalisation: Catherine Dupuy

## LES ACTUALITÉS

États généraux sur le cancer

## Des avancées, oui mais...

LISA-MARIE GERVAIS

Plus de 1100 personnes engagées dans la lutte contre le cancer se sont rassemblées à Montréal samedi pour discuter d'un plan d'attaque pour en finir avec cette maladie dont sera atteinte près d'une personne sur deux en 2010. Néanmoins, selon la Coalition Priorité Cancer qui a organisé ces États généraux, cette grande messe autour du cancer a connu des absences remarquables: celles des élus.

Le directeur général de la Société de recherche sur le cancer, Gilles Léveillé, s'est dit déçu que les politiciens soient «déconnectés» et ne sentent pas l'urgence de la crise. «On a réussi à avoir l'appui de plus de 200 organisations. Mais pas celui des députés. On a pourtant fait du télémarketing, on a invité tous les députés et on a parlé à tous les chefs de cabinet des ministres. On s'est mis à genoux», note M. Léveillé. «Aucun élu du fédéral ne s'est pointé et les chefs des principaux partis provinciaux ne sont pas venus», a-t-il indiqué.

Amir Khadir, de Québec solidaire, y était. N'étant pas disponible, le chef du Parti québécois, Pauline Marois, et celui de

l'ADQ, Mario Dumont, ont dépêché respectivement Louise Harel et Bernard Drainville et la candidate défaite Joëlle Lescop pour les représenter. Le premier ministre du Québec a également brillé par son absence, mais le Parti libéral a été représenté par le ministre de la Santé, Philippe Couillard, qui semble lui aussi avoir déçu les participants.

«Il nous a servi du réchauffé», a clamé M. Léveillé en déplorant le fait que M. Couillard ait préféré dévoiler ses 60 propositions pour lutter contre le cancer devant les journalistes la semaine dernière au lieu de le faire devant le millier de délégués des États généraux. «On est très contents que le gouvernement ait fait un dépôt de propositions, ça montre qu'il a bougé et qu'on s'en va dans la même direction. Mais, par respect, ça aurait été bien qu'il le fasse en premier lieu devant tout le monde», a-t-il dit en insistant toutefois sur les bons éléments du plan de M. Couillard, à savoir la trentaine de propositions que le ministre a avoué avoir puisées dans le document de la Coalition.

«Il y a eu des bons coups, mais il y a toujours un "mais". [...] Ça ne va pas assez en profondeur.»

## Un cruel manque de soutien financier

Devant un plan qu'elle juge «assez technocratique» et «peu connecté avec la réalité sur le terrain», la Coalition Priorité Cancer a dénoté le peu de cas fait des besoins socio-économiques des gens. Craignant que les personnes atteintes d'un cancer ne retournent pas au travail, les institutions financières préfèrent ne pas prêter d'argent, croit-elle. Pour les pigistes, qui ne cotisent pas à l'assurance-emploi et n'ont pas d'assurance de groupe, l'aide financière est carrément inexistante. «C'est une situation désastreuse pour ces gens, qu'ils soient pères de famille ou mères monoparentales. L'argent ne tombe pas du ciel. S'ils n'ont pas d'aide de leur parenté, leur seul recours est le bien-être social», souligne Liette Chartrand, coordonnatrice de l'atelier concernant le soutien financier, auquel ont assisté près de 300 personnes. Selon elle, plusieurs participants se seraient plaints des pratiques déloyales des employeurs qui font perdre subtilement les emplois des salariés atteints de cancer en les faisant travailler à temps partiel.

Mme Chartrand souhaite que les solutions proposées soient en-

tendues par la Commission des normes du travail. Parmi elles, une protection sur le modèle de l'assurance parentale pour les travailleurs autonomes cancéreux ou leurs proches, qui doivent prendre congé un certain temps pour s'occuper d'eux, et l'étendue du programme d'aide aux employés (PAE) à un plus grand nombre d'entreprises.

En outre, le côté humain des soins aurait également été décrié par une large part des participants. «Les gens ont un besoin criant d'écoute et veulent plus d'info de la part de ceux qui les traitent», a dit Mme Chartrand. «Entre le moment où vous êtes diagnostiqué et le moment où vous êtes appelés pour votre premier traitement, il se passe beaucoup trop de temps», a-t-elle déploré.

Tout aussi préoccupés par le sort des cancéreux, des milliers de personnes ont participé hier à Montréal et à Québec à la marche organisée par la Fondation du cancer du sein. En plus d'attirer une foule nombreuse, cette campagne de financement aura rassemblé des personnalités du milieu artistique et des élus, notamment Pauline Marois et Gilles Duceppe.

Le Devoir

## La taxe sur le carbone entre en vigueur aujourd'hui au Québec

On ignore toujours si la taxe sera répercutée aux consommateurs

SIDHARTHA BANERJEE

La controversée taxe sur le carbone qu'impose le gouvernement québécois aux sociétés d'énergie entre en vigueur aujourd'hui.

C'est apparemment la première «taxe verte» du genre au Canada. Elle est censée aider Québec à atteindre ses objectifs du protocole de Kyoto en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2012.

La taxe sera de près d'un sou — en fait 0,8 cent — par litre d'essence vendu et de 0,9 cent par litre de diesel vendu. Elle devrait rapporter environ 200 millions de dollars par an.

Quand le gouvernement libéral a déposé le projet de loi sur la nouvelle taxe, en juin, celui-ci a suscité une levée de boucliers de la part d'industries n'appartenant pas au secteur de l'énergie, mais qui seront touchées par la législation.

Le problème vient de la formulation du projet de loi initial, qui stipule que les sociétés qui importent 25 millions de litres de pétrole ou de produits du charbon par an sont considérées comme des distributeurs d'énergie. Par conséquent, de nombreuses entreprises du secteur du ciment et des mines ainsi que d'autres industries consommant de grandes quantités de produits du pétrole et du charbon se retrouvent dans la catégorie des distributeurs d'énergie, avec la perspective de devoir payer la taxe sur le carbone.

## Exemptions?

Le tollé de cet été a obligé le gouvernement à revoir la formulation de la loi et à vérifier si des exemptions ne devraient pas être prévues.

Pascal D'Astous, porte-parole du ministre des Ressources naturelles, Claude Bachand, a dit que le gouvernement s'efforce de résoudre le problème.

On ignore toujours si la taxe sera répercutée aux consommateurs. Selon un porte-parole de l'industrie pétrolière, Carol Montreuil, on ne sait pas si les entreprises absorberont la taxe ou si elles l'ajoutent au prix du carburant à la pompe.

«C'est une question à 150 millions», a lancé M. Montreuil, qui représente l'Institut canadien des produits pétroliers. «Honnêtement, personne ne le sait.»

M. D'Astous a fait savoir que le gouvernement révisait actuellement la réglementation et que la Régie de l'énergie du Québec a envoyé le projet de loi révisé au gouvernement, pour étude.

«Nous attendons que le cadre réglementaire que nous avons envoyé en août soit adopté par le gouvernement», a indiqué un porte-parole de la Régie, Pierre Méthé.

Outre les sociétés pétrolières et de gaz naturel, Hydro-Québec sera aussi touché par cette taxe, pour sa centrale thermique de Tracy. Une cinquantaine d'entreprises devraient avoir à payer la taxe.

La Presse canadienne

## Inhalothérapeutes: les conditions de travail se dégradent au Québec

Les inhalothérapeutes, ces professionnels de la santé qui portent une assistance anesthésique en salle d'opération et qui sont spécialisés dans les soins du système cardiorespiratoire, seraient aux prises avec des conditions de travail qui se dégradent.

C'est ce que fait savoir la Fédération de la santé du Québec, affiliée à la CSQ (FSQ-CSQ), alors que s'ouvrait hier la Semaine des inhalothérapeutes, qui se tiendra jusqu'au 6 octobre.

La présidente de cette fédération, Monique Bélanger, explique que

même si le cas des inhalothérapeutes est moins connu que celui d'autres professionnels de la santé, ceux-ci vivent avec des conditions de pratique pénibles en raison d'une pénurie de personnel. Le Québec compte un peu plus de 3000 inhalothérapeutes, en grande majorité des femmes, aux prises avec une surcharge de travail. Selon Mme Bélanger, elles sont appelées à travailler les jours fériés et à faire des heures supplémentaires, le soir, la nuit et les week-ends.

La Presse canadienne

## Fermeture de l'usine Alcan

## Shawinigan se mobilise

Shawinigan — La population s'est mobilisée au centre-ville de Shawinigan, hier en Mauricie, afin d'inciter un important employeur de la région, Alcan, à maintenir ses portes ouvertes après 2015.

Selon le président du syndicat de l'usine Alcan de Shawinigan, Louis-Gérard Dallaire, l'entreprise prévoit y fermer les salles de cuves après 2015 parce que les normes environnementales nécessiteraient des investissements trop importants par rapport aux procédés actuels. Mais le syndicat, affilié à la CSN, estime que les installations peuvent être transformées afin d'y maintenir les emplois. M. Dallaire croit qu'il est possible pour Alcan de demeurer rentable, tout en trouvant des solutions de rechange à la production d'aluminium.

L'usine de Shawinigan compte quelque 500 employés à temps plein et plusieurs employés à temps partiel. La moyenne d'âge des travailleurs est de 45 ans, et plusieurs y travaillent depuis une vingtaine d'années. Selon le président du syndicat local, la masse salariale y est de 40 millions, ce qui représente beaucoup de retombées économiques dans la région.

Des représentants de la Ville

de Shawinigan étaient notamment sur place lors de ce grand rassemblement tenu près du centre commercial de l'endroit.

La Société d'aide au développement des collectivités (SADC) Centre-de-la-Mauricie et le Centre local de développement (CLD) de Shawinigan se seraient également ralliés à cette cause.

## Pétition d'appui

Interrogé par La Presse Canadienne sur l'influence que pourrait avoir le géant minier Rio Tinto depuis qu'il s'est porté acquéreur d'Alcan, Louis-Gérard Dallaire s'est dit rassuré par le fait, qu'à court terme, l'ensemble des gestionnaires de l'Alcan sont demeurés les mêmes.

Il fait valoir que ces personnes connaissent bien cette usine de la Mauricie.

Il souligne également que les travailleurs se sont adaptés aux besoins du marché et ont fait beaucoup de changements à l'intérieur de l'usine depuis une vingtaine d'années afin d'être le plus productif possible.

Une pétition d'appui signée par des milliers de personnes devrait être remise sous peu aux dirigeants d'Alcan.

La Presse canadienne

## Une première à la radio pour Jean Charest

HELEN MOKA

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, a profité de sa première tribune radiophonique hebdomadaire pour parler de différents enjeux qui touchent les Québécois. Il s'adressera à la population tous les dimanches matin, pendant 10 minutes, sur les ondes du groupe Corus, ce que les deux partis d'opposition ont refusé, jugeant inacceptables les paramètres proposés.

M. Charest a raconté que sa tournée dans la province, cet été, lui a permis de faire certains constats, notamment sur la situation de l'économie au Québec. Il a souligné que son gouvernement a fait un ménage important dans les affaires de l'État et que le Québec, avec la Colombie-Britannique, est la province qui a le mieux contrôlé la croissance de ses dépenses, même mieux que le gouvernement fédéral.

Chaque année, depuis 2003, 7000 personnes de moins travaillent pour le gouvernement provincial puisque seulement un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite est remplacé. Selon M. Charest, les économies engendrées permettent de dégager des marges de manœuvre, notamment pour commencer à réduire le poids de la dette pour la société. Il estime que les effets se font ressentir dans les poches des contribuables, puisqu'ils paient moins d'intérêts sur la dette.

Par ailleurs, le premier ministre

souligne que l'économie du Québec se porte bien avec un taux de chômage à 7 %, son plus bas niveau depuis une trentaine d'années. Les gens sont également moins dépendants des programmes de soutien au revenu puisque l'on compte 55 000 prestataires de moins à l'aide sociale.

Jean Charest reconnaît cependant que la crise persiste dans l'industrie forestière. Un problème amplifié, selon lui, avec la devise canadienne qui a dépassé la valeur du dollar américain (1,0052 \$ US), ce qui ne facilite pas les exportations.

Cette situation nuit également aux exportations dans le secteur manufacturier qui fait face aussi à une concurrence plus grande des pays émergents, comme la Chine, l'Inde et la Russie.

Le gouvernement Charest est en négociation présentement pour un accord transatlantique Europe-Canada, indiquant que le Québec est la porte d'entrée de l'Amérique du Nord. Des négociations sont également en cours en vue d'un accord pour la reconnaissance des compétences des professionnels entre la France et le Québec, ce qui permettrait à un médecin par exemple de travailler aux deux endroits.

M. Charest mise aussi sur un projet de libre-échange avec l'Ontario, un marché de 14 millions de personnes.

La Presse canadienne

Résultats des tirages du: 2007-09-29

649	09 19 26	33	compl. (C)
29 39 45			

GAGNANTS

6/6	0	9 112 094,00 \$
5/6+C	4	92 489,90 \$
5/6	261	1 170,90 \$
4/6	10 918	53,00 \$
3/6	164 406	10,00 \$
2/6+C	112 479	5,00 \$

Ventes totales: 18 384 118 \$  
Prochain gros lot (approx.): 15 000 000 \$

Extra 2262160\* 500 000 \$  
\*décomposable dans les deux sens

---

Résultats des tirages du: 2007-09-28

01 21 33	35	compl. (C)
34 44 45 47		

GAGNANTS

7/7	0	2 500 000,00 \$
6/7+C	1	133 458,30 \$
6/7	83	1 607,90 \$
5/7	4 286	105,80 \$
4/7	93 595	10,00 \$
3/7+C	85 712	10,00 \$
3/7	787 279	Participation gratuite

Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$  
Ventes totales: 11 490 640 \$

DE RETOUR! UN LOT DE 10 000 \$ PAR HEURE PENDANT 10 JOURS.

En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto Québec, cette dernière a priorité

Monique SOUBLIÈRE, Francis J. BONKOWSKI et Rosalie BANKO  
Directeur: Francis J. BONKOWSKI

**RIGHT ON!**

Anglais langue seconde  
1<sup>re</sup> année du 2<sup>e</sup> cycle du secondaire

Facile à utiliser et répond à tous les critères du programme du MELS.

Student Book 1  
224 pages - 39,95 \$  
ISBN 978-2-7608-5610-3

LIÉCÉ inc.  
En vente dans toutes les librairies  
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.  
514-843-5991

**Chantal BUZAGLO**  
**Gérard BUZAGLO**

**MÉMO-MATH**  
**AIDE-MÉMOIRE**

11,50 \$ chacun  
MEMO-MATH ISBN 978-2-7601-6859-6  
MEMO-MATH ISBN 978-2-7601-6992-0

Un outil essentiel au premier cycle du secondaire  
AUSSI EN VERSION ANGLAISE

GUÉRIN, éditeur ltée  
En vente dans toutes les librairies  
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.  
514-842-3481

SÉRIE DE REPORTAGES à 17h45  
L'âge de la retraite  
En route vers «Liberté 75»?DÉS AUTELS  
15 hReportages: Frank Desoer  
Real. coord.: Ginette Viens


**95,1 FM**  
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/desautels

## ACTUALITÉS

Québec et Montréal, capitales  
mondiales du patrimoine en 2008Les effets des changements climatiques sur les sites  
les plus remarquables du monde inquiètent  
deux organismes de protection du patrimoine

Chantal Hébert

La rançon  
de la gloire?

**P**eu de temps après être devenu premier ministre, Stephen Harper avait été accusé de froideur paternelle pour avoir serré la main de son fils de 10 ans plutôt que de lui faire la bise au moment de le déposer en classe. La scène avait été saisie sur le vif par les caméras de la télévision, dépechées pour recueillir des images du premier ministre accompagnant ses deux enfants à l'école pour la première fois depuis leur déménagement au 24 Sussex.

De nos jours,  
celui ou celle  
qui plonge  
en politique  
accepte  
implicitement  
de vivre dans  
un aquarium

des effusions publiques devant un très large public) et se poser la même question au sujet d'un éventuel manque affectif du Canada, il n'y avait qu'un pas qui fut souvent franchi.



Mila Mulrone avait le triple malheur d'aimer intensément les chaussures, d'avoir les moyens de s'en offrir plusieurs paires et d'avoir cet engouement en commun avec la femme d'un dictateur philippin. Pendant les deux mandats de Brian Mulrone, la qualité et la variété des chaussures du couple — qui ne vivait pas dans la misère avant d'occuper le 24 Sussex — a régulièrement défrayé la chronique. Un quotidien ontarien a même fait une demande d'accès à l'information pour savoir si Mme Mulrone déclarait tous ses achats à la frontière lorsqu'elle rentrait d'un voyage en territoire américain.

Paul Martin a été ministre des Finances pendant dix ans avant de devenir chef du PLC, soit assez longtemps pour que s'écrivent plusieurs ouvrages à son sujet. Malgré cela, c'est après son accession au poste de premier ministre que son passé à la tête de la Canada Steamship Lines a mobilisé le plus d'attention médiatique. Sous la loupe parfois impressionniste du journalisme d'enquête, il a cessé d'être une des histoires à succès du monde de l'entreprise canadienne pour devenir, dans la bouche de ses adversaires, un personnage au patriotisme et à l'intégrité élastique.

Quand Jean Chrétien a refusé de participer à la guerre en Irak, des observateurs ont imputé sa décision aux intérêts de la belle-famille de sa fille France Desmarais dans un empire pétrolier français. Dix ans auparavant, les intérêts de Power Corporation en Chine avaient également été invoqués pour expliquer l'ardeur du premier ministre libéral à intensifier les relations commerciales entre ce qui était déjà alors un géant émergent et le Canada.

Après être devenu premier ministre du Québec, Lucien Bouchard a eu droit à une psychanalyse qui concluait qu'il était en proie à de graves troubles de personnalité. L'auteur de cette évaluation n'avait jamais rencontré M. Bouchard, ce qui ne l'empêchait pas d'arriver à des conclusions inquiétantes pour l'avenir du Québec et du Canada.

Du moment où il a débarqué sur la scène québécoise et où il s'est installé à Westmount, Jean Charrest a dû se défendre d'être entretenu par des géants d'entreprises canadiens et québécois. Les médias qui ont tenté de faire toute la lumière sur ces affirmations n'en ont pas trouvé de preuve. L'histoire circule toujours.

C'est quand André Boisclair s'est retrouvé à la tête du peloton des candidats à la direction du Parti québécois que les bruits entourant sa possible consommation de drogues dures ont vraiment mobilisé l'énergie journalistique. Des rumeurs à ce sujet circulaient déjà du temps où il était ministre.

Le printemps dernier, Stéphane Dion a dû subir, puis faire taire une rumeur voulant qu'il réserve une belle circonscription montréalaise à sa conjointe, Janine Kriber. Mme Kriber a une solide feuille de route universitaire qu'elle a mise en suspens le jour où son conjoint est devenu chef du PLC. Elle n'a pas de difficulté d'emploi. À la lumière de l'état des libéraux fédéraux au Québec, on peut se demander si son conjoint lui aurait vraiment fait une faveur en lui faisant un tel cadeau.



Tout cela pour dire que Pauline Marois n'a pas raison quand elle impute l'intérêt que le quotidien montréalais *The Gazette* a porté aux circonstances entourant l'acquisition du terrain sur lequel est bâtie sa résidence principale au fait qu'elle est une femme. La chef du Parti québécois n'a pas non plus eu droit à un traitement particulier du simple fait qu'elle était souverainiste. Tôt ou tard, la question aurait été explorée par un ou des médias. Les tribunaux décideront de la pertinence du résultat publié par le quotidien anglophone.

Le fait est que, de nos jours, celui ou celle qui plonge en politique accepte implicitement de vivre dans un aquarium. Pour celui ou celle qui devient chef, l'aquarium rétrécit et se transforme en bocal. Plusieurs personnes de qualité reculent devant l'idée de se lancer dans une aventure qui les expose à ce genre de vie. On peut facilement les comprendre. Par contre, la vaste majorité des politiciens quittent la vie politique contre leur gré et seulement après avoir perdu des élections. Un nombre impressionnant d'entre eux — et Mme Marois est du nombre — font des pieds et des mains pour y revenir.

Il ne fait pas de doute que la loupe que posent les médias sur la vitre de l'aquarium politique est souvent inutilement intrusive et parfois dangereusement déformante, mais elle fait également partie du prix à payer pour ne pas vivre en eaux troubles.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique  
au Toronto Star.

STÉPHANE BAILLARGEON

**C'**est fou le chemin que l'on peut faire à Montréal avec deux dollars en poche. Pour le prix d'un seul petit billet de métro (tarif réduit à 1,95 \$), il est possible de rencontrer deux figures dominantes des organismes de défense du patrimoine mondial: Dinu Bumbaru, infatigable secrétaire général de l'Icomos, le Conseil international des monuments et sites depuis 2002, et Christina Cameron, toute nouvelle présidente du Comité du patrimoine mondial, la structure responsable de la fameuse liste réunissant les grands trésors naturels et culturels de l'humanité.

Le secrétaire général a ses bureaux à la Chapelle du Bon-Pasteur, près du métro Saint-Laurent. La présidente occupe la chaire du Canada en patrimoine bâti de l'université de Montréal. «Notre proximité facilite nos échanges, ce qui a son importance étant donné tout ce qui se prépare ici autour du patrimoine mondial», commente Dinu Bumbaru.

La présence de ces dirigeants a en effet des retombées concrètes, selon les informations obtenues par *Le Devoir*. En mai, Montréal accueillera un colloque spécial de l'Icomos au sujet des effets des changements climatiques sur les sites les plus remarquables du monde. Les participants vont adopter un protocole international pour la protection des joyaux culturels et naturels.

Deux mois plus tard, en juillet, Québec sera l'hôte de la 32<sup>e</sup> session du Comité du patrimoine mondial (CPM) qui examinera les propositions de nouvelles inscriptions sur la fameuse Liste du patrimoine mondial. Fin septembre, ce sera autour du Conseil international des monuments et sites d'y tenir son assemblée annuelle. Québec fêtera son 400<sup>e</sup> anniversaire en 2008.

«J'ai deux jobs à temps plein et je passe une bonne partie de mes journées à recevoir des courriels et des appels des quatre coins du monde», dit la professeure Cameron qui a passé 34 ans au sein de l'organisme Parcs Canada avant d'intégrer l'UdeM en 2004. Elle a été désignée présidente du prestigieux comité rattaché à l'Unesco en juin dernier, lors de la 31<sup>e</sup> session organisée à Christchurch, en Nouvelle-Zélande.

Le CPM se réunit chaque année. Il est composé de représentants de 21 États, désignés par l'assemblée générale pour un mandat de six ans maximum. Ils entendent les propositions éditoriales de sites pour la liste, basées sur des rapports d'experts.

À Québec en 2008, selon des règlements récents, les quelque 180 signataires de la Convention du patrimoine mondial étudieront un maximum de 45 dossiers en lice pour les nouvelles prestigieuses inscriptions. Le catalogue universel totalise maintenant 812 sites, dont 160 naturels et 24 mixtes, répartis dans 137 États. Le Vieux-Québec est du nombre, comme une douzaine d'autres lieux exceptionnels du Canada. Le canal Rideau vient d'y accéder. L'an prochain, le Canada défendra la candidature du gisement de forêts marécageuses fossilisées de Joggins, en Nouvelle-Écosse, le «Galapagos de l'âge du charbon».

## Politisation croissante

«Je vais me retirer des discussions quand viendra le temps d'examiner la candidature canadienne», explique Mme Cameron. Elle connaît d'autant mieux le jeu complexe de son organisme qu'elle a déjà dirigé le Comité en 1990, alors que le CPM se réunissait à Banff. «Cette organisation est maintenant beaucoup plus traversée par des rapports politiques», résume la présidente, sauf erreur la seule au double mandat dans l'histoire de l'organisme fondé au début des années 1970.

Les États prennent de plus en plus conscience du potentiel de retombées économiques et symboliques de l'intronisation d'un site. Beaucoup de pays choisissent d'ailleurs de confier la direction de leur délégation à un ambassadeur, celui auprès de l'Unesco par exemple. En faisant campagne pour sa propre



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le Vieux-Montréal et le Vieux-Port. Montréal pourrait accéder d'ici 2020 à la Liste du patrimoine mondial avec sa façade portuaire exceptionnelle ou avec Habitat 67, l'emblème architectural de l'Exposition universelle.

élection, Mme Cameron a rencontré une centaine de membres influents de l'organisation.

«La politisation croissante pourrait miner la crédibilité de la convention, poursuit Mme Cameron. La liste est également soumise à de nouvelles pressions de la part de groupes non gouvernementaux très bien organisés.» Les environnementalistes s'avèrent particulièrement efficaces. Il talonne l'organisme onusien pour muscler les déclarations sur les effets néfastes des changements climatiques.

Le Comité a commencé à étudier les impacts environnementaux sur les sites en 2005. Une cinquantaine de spécialistes ont été réunis à Paris en 2006. Un rapport a suivi plus tôt cette année. On y retrouve 26 études de cas concernant par exemple la Tour de Londres menacée par la crue des eaux, le parc national du Kilimandjaro qui perdra sa calotte glaciaire avant la fin du siècle, la Grande Barrière de corail d'Australie en voie de blanchiment ou les Grandes Mosquées de Tombouctou peut-être avalées par le désert. En fait, la plupart des écosystèmes naturels et des sites patrimoniaux risquent d'être touchés par la mutation climatique en cours.

## Protocole à adopter

L'Icomos aussi réagit. Des rencontres préparatoires ont été organisées dans les derniers mois, notamment à Pretoria en Afrique du Sud en juin et à Ushuaia en Argentine il y a quelques semaines. A Montréal en mai, entre vingt et quarante experts du monde entier devraient adopter un protocole d'observation des impacts des changements climatiques sur les zones protégées.

«Il faut documenter les effets du réchauffement de la planète sur les sites culturels et naturels», explique Dinu Bumbaru. Il nous faut des méthodes pour mener les observations et des données.»

La rencontre va bénéficier d'un rapport utilisant Montréal comme base de référence. Trois lieux forts de la région seront placés en observation et feront l'objet d'un rapport distribué aux délégués: le Vieux-Montréal et les îles d'Expo 67; les rapides de Lachine; le mont Royal. «Cette sélection diversifiée permet de faire le tour de l'essentiel des problèmes», dit encore M. Bumbaru. Nous aurons fait le

point, et les experts pourront s'inspirer de nos démarches pour définir le protocole qui servira ensuite partout dans le monde.»

Mme Cameron fait de la prévention et de l'entretien des sites un axe central de son mandat. «Le désir de conservation doit l'emporter sur le désir d'inscription», dit la présidente. Elle souligne que, cette année, pour la première fois depuis la signature de la Convention en 1972, un site a été retiré de la liste, celui du Sanctuaire de l'Oryx arabe, dont Oman n'avait pas su préserver la «valeur universelle exceptionnelle», le nœud conceptuel de la convention de 1972. Par ailleurs, une trentaine de sites se retrouvent déjà sur la liste du patrimoine mondial en péril, dont les cinq parcs nationaux du Congo, malmenés par l'effroyable guerre de la région.

Mme Cameron vient de recevoir un nouveau rapport sur les gorilles du parc national des Virunga, une espèce menacée. Neuf autres grands singes des montagnes ont été abattus en août. Il n'en reste plus que 370.

Les parcs africains font partie des cas prioritaires de sa présidence avec celui de Jérusalem, toujours au centre d'interminables disputes politico-symboliques, et puis celui de Dresde en Allemagne, le seul site d'un pays occidental sur la liste noire. Un pont projeté menace le paysage culturel de la ville. «Si le pont est construit, la vallée de l'Elbe sera retirée de la Liste du patrimoine mondial», avertit présidente Cameron.

Mme Cameron souhaite finalement établir un réseautage avec les responsables de sites pour multiplier les échanges, les conseils, les exemples à suivre. Elle veut aussi mettre en place un «cadre de suivi» des inscriptions, ne serait-ce que pour rappeler constamment pourquoi chacun des sites est jugé de valeur universelle exceptionnelle.

Et Montréal? La ville n'a toujours pas d'inscription sur la liste, mais pourrait y accéder d'ici 2020 avec sa façade portuaire exceptionnelle ou avec Habitat 67, l'emblème architectural de l'Exposition universelle. Deux sites rapprochés que l'on peut embrasser d'un seul regard panoramique, les poches vides ou pleines...

Le Devoir

François Gendron  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Montréal  
514.845.5545POUR VOUS TIRER  
D'EMBARRAS

Yosh TAGUCHI, M.D.

LE ZEN EN ACTION  
ZEN IN ACTION256 pages - 23,50 \$ chacun  
ISBN 978-2-7601-6942-5  
ISBN 978-2-7601-6943-2GUÉRIN, éditeur ltée  
514-842-3481UN CHIRURGIEN RÉVÈLE  
SA PHILOSOPHIE DE LA VIE  
A SURGEON REVEALS  
HIS LIFE PHILOSOPHYEn vente dans toutes les librairies  
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.LE SUCCÈS DE MONTRÉAL  
DÉPEND DE NOUS.

MIDI-CHAUD



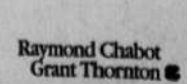
ALAIN DUBUC

Chroniqueur  
La PresseDÉJEUNER-CAUSERIE  
JEUDI 11 OCTOBRE 2007  
de midi à 14 hINSCRIPTION  
www.ccmq.ca/alain-dubuc  
514 871-4012Chambre de commerce  
du Montréal métropolitain  
Board of Trade of Metropolitan Montreal

En association avec:

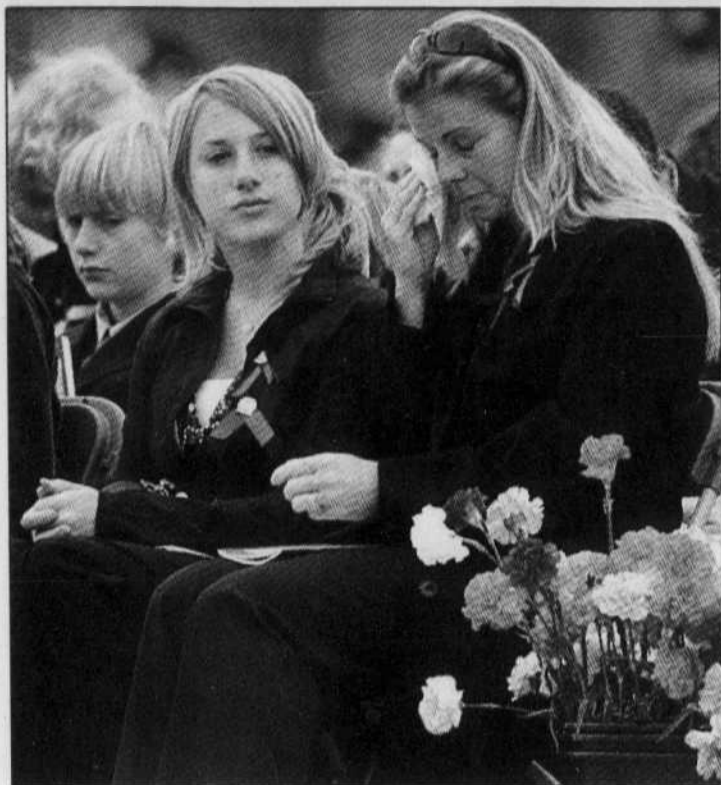


En collaboration avec:



## LES ACTUALITÉS

## Policiers honorés



CHRISTOPHER PIKE REUTERS

**LA FEMME** de l'agent Daniel Tessier, Dominique Lapointe, essuie ses larmes durant la cérémonie annuelle en hommage aux policiers morts en service, sur la Colline parlementaire, hier à Ottawa. L'agent Tessier, membre de la police de Laval, a été tué par balle lors d'une intervention le 2 mars dernier. Neuf nouveaux noms ont été inscrits au Tableau d'honneur des policiers et agents de la paix disparus, cette année.

## Des articles libres de droits de douane, eh oui!

JENNIFER DITCHBURN

Ottawa — Plusieurs Canadiens l'ignorent, mais de nombreux articles achetés aux États-Unis, ou ailleurs à l'étranger, sont exempts de droits de douane.

Même si le séjour à l'étranger ne dure que quelques heures, si le voyageur excède son exemption personnelle de 50 \$ pour un voyage de 24 heures, ou de 400 \$ pour un voyage de 48 heures ou plus, il y a plusieurs articles sur lesquels il n'a pas à payer de taxes aux douanes canadiennes. Cela inclut des sacs de golf, fours à micro-ondes, jouets de plastique, téléphones cellulaires, jeux vidéo.

Peu de Canadiens sont au courant de la longue liste d'articles exempts de droits en vertu de la Loi sur les tarifs douaniers, et cela n'a rien de surprenant. Même des membres du personnel de l'Agence des services frontaliers du Canada, interrogés au pied levé, ne peuvent énumérer les principaux articles exempts de droits sans procéder à certaines recherches. Tout est basé sur de complexes accords tarifaires internationaux, et sur des accords de libre-échange entre le Canada et d'autres pays. Les tarifs douaniers sur les biens provenant de certains pays en voie de développement sont également minimes, sinon inexistantes.

Par exemple, les skis et bottes de ski alpin sont libres de droits, à condition qu'ils soient fabriqués dans un pays considéré comme «nation la plus favorisée», ce qui inclut la majeure partie du monde. La Chine, le Japon, et d'autres grands centres de production en font partie. Curieusement, les skis de fond sont assortis d'une taxe de 7,5 % — à moins qu'ils ne soient fabriqués aux États-Unis, au Mexique ou dans d'autres pays partenaires d'ententes de libre-échange.

Les biens produits aux États-Unis, au Mexique, au Chili et au Costa Rica, tous des pays avec lesquels le Canada a un accord de libre-échange, sont généralement exempts de tarifs douaniers. Cela signifie que les consommateurs peuvent acheter des bijoux en argent de Taxco, ou des chaussures neuves New Balance provenant de manufactures américaines, sans craindre d'avoir à payer une forte taxe à la frontière ou à l'aéroport.

Il existe une ligne téléphonique d'information, le Service d'information sur la frontière, au 1 800 461-9999. Vous pouvez aussi consulter le site Internet des Services frontaliers du Canada, à l'adresse <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/trade-commerce/tarif-tarif/tarif2007/01-99/tblmo-d-1-e.html>

La Presse canadienne

## ÉCONOMIE

## Wall Street, rassurée par la Fed, espère un rebond de l'emploi

CAL MANKOWSKI

New York — Les marchés boursiers américains sont remontés non loin de leurs records historiques au terme d'un mois de septembre globalement porteur, mais les statistiques mensuelles de l'emploi attendues vendredi prochain pèseront sans doute lourdement sur la tendance des prochaines semaines.

Sur le mois écoulé, l'indice Dow Jones a gagné 4 %, le Standard & Poor's 500 3,6 % et le Nasdaq Composite 4,1 %. Pour le S&P 500, il s'agit de la meilleure performance pour un mois de septembre depuis 1998.

Wall Street attend désormais le rapport mensuel du département du Travail, qui sera publié vendredi midi. Les économistes interrogés par Reuters tablent en moyenne sur 94 000 créations d'emplois non agricoles, mais sur une remontée du taux de chômage de 4,6 % à 4,7 %.

Le mois dernier, le marché avait été très désagréablement surpris par l'annonce de la suppression de 4000 emplois en août, un chiffre qui a sans doute pesé dans la décision de la Réserve fédérale d'abaisser ses taux d'un demi-point le 18 septembre.

«Les chiffres de l'emploi constituent

le principal élément sur lequel beaucoup d'investisseurs vont se concentrer, d'autant que le chiffre d'août était très en dessous des attentes», note Brandon Thomas, directeur de l'investissement de Portfolio Management Consultants, filiale d'Investment Asset Management.

Il estime que le repli des inscriptions au chômage observé ces dernières semaines devrait se traduire par un chiffre de créations d'emploi plutôt bon en septembre. Il anticipe pour sa part 115 000 créations de postes et un taux de chômage inchangé à 4,6 %.

«Si les chiffres sont trop bons, la Fed pourrait adopter une attitude attentiste», poursuit-il. Une telle évolution de la position de la banque centrale décevrait sans doute ceux qui espèrent une nouvelle baisse des taux à l'issue de la réunion des 30 et 31 octobre.

## La Fed a rassuré, pour l'instant

Sur la semaine close vendredi, le Dow Jones a gagné 0,6 %, le S&P 500 0,1 % et le Nasdaq, dans lequel les valeurs technologiques sont prépondérantes, 1,1 %.

Le troisième trimestre, marqué par la tempête financière de l'été et la montée des craintes liées à l'immobilier, se solde ainsi par une pro-

gression de 3,6 % du Dow, de 1,6 % du S&P 500 et de 3,8 % du Nasdaq.

La majeure partie de la hausse de septembre a été enregistrée après la baisse des taux du 18, signe que la Fed est parvenue à rassurer au moins temporairement les investisseurs sur le risque de récession aux États-Unis.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le Dow affiche une progression de 11,5 %, le S&P de 7,7 % et le Nasdaq de 11,9 %.

«J'ai le sentiment que les actions sont modestement valorisées et qu'il y reste encore beaucoup de potentiel de hausse», explique Donald Gimbel, directeur de Carret and Co. à New York. «Même si un léger choc est possible en octobre, le quatrième trimestre sera assez bon et le marché devrait finir l'année à des plus hauts historiques.» Bien sûr, reconnaît-il, les indicateurs économiques à venir, seront décisifs, qu'ils aillent dans le sens d'un ralentissement modéré de la croissance ou dans celui d'un coup d'arrêt brutal. Mais à ses yeux, l'économie américaine «a plutôt bien digéré la crise de l'immobilier».

## ISM, automobiles et commandes industrielles

Obligés de patienter jusqu'à vendredi pour prendre connaissance des chiffres de l'emploi, les investisseurs étudieront en attendant les in-

dices d'activité ISM, dans l'industrie manufacturière aujourd'hui et dans les services mercredi. Tous deux sont attendus en léger repli mais encore au-dessus du seuil des 50 traduisant une expansion de l'activité.

Figurent également à l'agenda des jours à venir les statistiques du marché automobile en septembre et celles des promesses de vente dans l'immobilier, demain, et ceux des commandes à l'industrie, jeudi.

L'agenda des sociétés, lui, reste maigre avec des valeurs telles que la chaîne de drugstores Walgreen, l'embouteilleur de sodas Pepsi Bottling Group et le groupe hôtelier Marriott International. La saison des résultats ne débutera véritablement que la semaine suivante.

Pour Art Nunes, gérant et stratège d'IMS Capital Management, la croissance des profits des sociétés cotées devrait retomber à moins de 5 % mais la réaction du marché dépendra surtout de la capacité des entreprises à dépasser les attentes.

Si les marchés de l'immobilier et du crédit sont en difficulté et si la consommation des ménages ralentit, ajoute-t-il, «des faiblesses dans ces domaines seront plus que compensées par les dépenses d'investissement de l'État et des entreprises».

Reuters

## Sang contaminé: le verdict aujourd'hui

Toronto — C'est aujourd'hui qu'une juge de la Cour supérieure doit rendre son verdict dans ce qui a été qualifié de pire désastre de la santé publique au Canada. Les hémophiles canadiens attendent ce moment avec impatience.

John Plater, de la Société canadienne d'hémophilie, a expliqué que l'important, pour les hémophiles, c'est que «justice soit faite, et qu'il y ait apparence de justice».

Le docteur Roger Perrault, âgé de 70 ans, ex-directeur de la Croix-Rouge, a subi son procès avec trois autres médecins et une société pharmaceutique du New Jersey pour son rôle présumé dans le scandale du sang contaminé qui a entraîné l'infection de milliers de Canadiens par le VIH ou le virus de l'hépatite C.

Le Dr Perrault est accusé de négligence criminelle causant des lésions corporelles pour avoir, selon les allégations, donné à des patients hémophiles un produit de coagulation contaminé par le VIH dans les années 1980 et le début des années 1990. Les médecins et la société pharmaceutique ont plaidé non coupables et les avocats de trois des médecins accusés ont avancé que la Couronne n'avait pas fourni d'éléments suffisants pour prouver sa cause. Un millier de Canadiens ont contracté le virus du VIH et jusqu'à 20 000 autres ont contracté l'hépatite C après avoir reçu des produits sanguins contaminés.

La Presse canadienne

## EN BREF

## FFQ: Michèle Asselin réélue

Michèle Asselin a été réélue ce week-end par acclamation pour

un troisième et dernier mandat à titre de présidente de la Fédération des femmes du Québec. Elle occupera cette fonction pour les deux prochaines années. — La Presse canadienne

## La longue marche des hommes de Neandertal vers l'est

VILEM BISCHOF

Paris — Les Néandertaliens ont vécu aussi en Asie centrale et en Sibérie, à 2000 kilomètres de la région que l'on considérait comme une limite jamais franchie par ces hommes préhistoriques, révèle une étude publiée hier en ligne par la revue *Nature*.

Jusqu'à présent, les restes les plus orientaux d'hommes de Neandertal étaient ceux d'un garçon de 8 à 10 ans découverts en 1938 entré à Tchekik-Tach, en Ouzbékistan. Il existait, certes, des fossiles provenant de sites situés encore plus à l'est, mais leur caractère fragmentaire ne permettait pas de savoir s'il s'agissait bien de Néandertaliens ou d'hommes modernes.

Cet obstacle est aujourd'hui largement surmonté par les progrès fulgurants des techniques d'analyse génétique qui permettent d'obtenir des indications inédites à partir d'échantillons minuscules (de l'ordre de 0,2 gramme) prélevés sur les précieux fossiles sans les endommager.

Le généticien Svante Pääbo, de l'Institut Max Planck d'anthropologie évolutionnaire à Leipzig (Alle-

magne), et ses collègues, annoncent avoir résolu cette énigme au terme d'une étude comparative fondée sur des échantillons d'ADN (acide désoxyribonucléique, support de l'hérédité) extraits d'ossements d'hommes de Neandertal d'origines géographiques différentes.

Cette étude de l'ADN mitochondrial (molécules qui produisent l'énergie cellulaire et transmissent essentiellement par la mère) a montré que les fragments d'individus adultes, remontant à entre 37 500 et 43 700 ans, trouvés dans la grotte Okladnikov, dans les monts de l'Altaï, à plus de 2000 kilomètres à l'est de Tchekik-Tach, étaient bien ceux de néandertaliens.

À la lumière des dernières découvertes, certains scientifiques admettent désormais que les hommes de Neandertal, dont l'existence n'était attestée jusqu'ici qu'en Europe, au Proche-Orient et en Asie occidentale, ont bien pu profiter d'une période de réchauffement du climat, étendue sur plusieurs millénaires, pour entreprendre une longue marche vers l'est.

Agence France-Presse

VEUILLEZ JOINDRE ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DES MAINTENANT

## REPAS COMPLET DE L'ACTION DE GRÂCE - 2, 48\$



Les montants cités sont les coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10\$ et plus.

Organisme de charité enregistré 10819 5215 RR0001

Nous avons besoin de votre aide pour offrir des repas chauds et procurer d'autres services essentiels en cette période de l'Action de Grâce aux personnes démunies, sans-abri et qui souffrent dans la région de Montréal.

Pour seulement 2, 48\$, vous pouvez offrir un repas chaud, un abri sécuritaire et une aide qui pourraient être le point de départ d'une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et à ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant.

- 24,80\$ pour aider 10 personnes
- 62,00 pour aider 25 personnes
- 124,00 \$ pour aider 50 personnes
- \_\_\_\_\_ pour aider le plus de personnes possibles

Veillez donner en ligne au [www.missionbonaccueil.com](http://www.missionbonaccueil.com) ou composez le 514-523-5288

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville/Prov./Code postal : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_



Libellez votre chèque à :

**MISSION BON ACCUEIL**  
606 rue De Courcelle, dép. 403303  
Montréal (Québec), H4C 3L5  
[www.missionbonaccueil.com](http://www.missionbonaccueil.com)

NOTRE 115<sup>e</sup> ANNÉE AU SERVICE DES DÉMUNIS

As-tu l'oreille à Montréal?

Le Midi Libre  
Du lundi au vendredi midi  
Votre magazine d'information montréalaise

Première de la série *Le citoyen peut-il s'intéresser aux élections scolaires?* Ce lundi, portrait des enjeux des 4 commissions scolaires à Montréal. Tous les lundis du mois d'octobre à 12h30, écoutez les reportages et les invités en studio discuter de l'avenir de la gestion des écoles montréalaises.

101.5 Radio-Montreal  
[www.cibl1015.com](http://www.cibl1015.com)

## ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

MONNAIES

## De la valeur des choses

Pour fonctionner, le capitalisme a besoin que l'on puisse attribuer une valeur financière à chaque chose afin de permettre aux acteurs économiques d'agir en conséquence. Un problème de taille survient toutefois lorsque l'on n'arrive plus à faire l'évaluation de ces prix.

Les prochaines semaines sont censées donner l'occasion de dresser le premier grand bilan de l'ampleur des dégâts causés par la débâcle des *subprimes* et la crise de liquidité qui se sont abattues sur les marchés financiers depuis le début du mois d'août. Les banques et les autres grandes institutions financières doivent, en effet, rendre publics leurs résultats pour le dernier trimestre. On sait toutefois déjà qu'elles auront du mal à dresser ce tableau parce que, pour être capable d'évaluer le total de leurs pertes, il faudrait d'abord qu'elles arrivent à se faire une idée de la valeur de ce qui leur reste en caisse aujourd'hui.

Il leur suffirait, normalement, d'aller voir sur les marchés combien se vendent ces jours-ci leurs fameux papiers commerciaux adossés à des actifs (PCAA) qui leur ont explosé au visage depuis le 9 août pour voir ce que valent ceux qu'ils ont encore en leur possession et procéder ensuite aux radiations nécessaires. Le problème est qu'avec la crise de liquidité, presque plus personne ne veut acheter de ces papiers et qu'en l'absence du jeu de l'offre et de la demande, on ne sait pas très bien quelle valeur les vérificateurs peuvent encore leur attribuer, ni quel impact ils peuvent encore avoir sur la suite des choses.

Un autre problème tient à l'extrême complexité de tels produits financiers et de leurs ramifications plus étendues qu'on ne le pensait dans les nombreux arcanes de la finance internationale.

Les spécialistes en la matière devraient être les agences de notation, comme Moody's, Standard & Poor's et autres Fitch, dont le travail est justement d'évaluer la nature et le degré de risque réel d'un placement. Seulement, presque tout le monde, à commencer par le Fonds monétaire international (FMI), les grands fonds d'investissement, le gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge, et même «l'Oracle» en personne, l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, semblent convenir que la présente crise est largement le fait de leur scandaleuse incompétence à voir venir et savoir réagir. Les élus américains et les représentants de l'autorité américaine des marchés financiers (SEC) en ont tous appelé la semaine dernière à un resserrement de leur surveillance, voire de leur réglementation.

Il faut toutefois bien se garder d'aller trop loin, s'est-on pressé d'ajouter en chœur. Il est vrai que les «innovations financières» ont, dans certains cas, augmenté les risques d'apparition de problèmes systémiques comme la crise des *subprimes*, mais elles ont aussi ouvert de nouvelles possibilités qui ont contribué au développement économique.

## La nouvelle économie

De pareils enjeux ne se retrouvent pas seulement dans le monde étheré de la finance internationale. Le passage de nos sociétés à l'économie du savoir rend aussi de plus en plus compliquée la tâche d'évaluer l'actif et le passif des entreprises. Elle est loin l'époque où il suffisait d'additionner ou de soustraire la valeur de facteurs concrets comme les immobilisations, les inventaires, les dettes et les profits pour déterminer comment une entreprise se portait.

La valeur d'une compagnie dépend de plus en plus aujourd'hui de facteurs beaucoup moins tangibles comme les brevets qu'elle détient et la renommée de ses marques de commerce, mais aussi la compétence de son personnel, l'importance de ses activités en recherche et développement, la force de ses stratégies marketing, l'étendue et la qualité de son réseau de contacts au pays comme à l'étranger, ou simplement le degré d'efficacité de son organisation du travail. Il est pratiquement impossible d'évaluer le prix, en espèces sonnantes et trébuchantes, que l'on pourrait par exemple tirer de la vente d'une marque de commerce comme Coca-Cola, du génie créatif d'un Guy Laliberté au Cirque du Soleil, ou encore du mode de fonctionnement des usines Toyota, parce qu'il n'y a pas d'endroit où de pareils actifs font régulièrement l'objet du jeu de l'offre et de la demande.

La valeur de ces facteurs intangibles est pourtant indéniable. La compagnie Mattel n'a probablement pas fini, par exemple, de payer le prix de la mauvaise réputation que lui ont faite ses récents rappels de jouets fabriqués en Chine. Les comptables n'ont toujours pas de place dans leurs colonnes des passifs pour le manque de vision à long terme, pourtant il ne finit pas de coûter très cher aux constructeurs automobiles américains.

Les investisseurs sont de plus en plus conscients de ce phénomène et exigent des entreprises qu'elles en tiennent compte désormais lorsqu'elles brossent le portrait de leur situation. On veut tout savoir maintenant, aussi bien le mode de rémunération des dirigeants, que le respect d'un code de conduite en matière sociale et environnementale et le degré d'exposition à d'éventuelles attaques terroristes, épidémies ou catastrophes naturelles.

Il n'existe pas, pour le moment, de normes communes à tous pour comptabiliser ces éléments d'actifs et de passifs intangibles, déploierait au début du mois le *New York Times*. Des outils ont bien été inventés par des firmes privées et des organisations internationales, mais aucun n'a encore réussi à s'imposer. On s'en tient, en attendant, à recommander aux entreprises de dresser un portrait de leur situation le plus complet et le plus transparent possible.

C'est drôle parce que c'est aussi à cette conclusion que l'on semble vouloir en venir dans le secteur financier à la suite de la dernière crise qui l'a secoué. Il reste voir si l'on pourra se contenter longtemps d'une évaluation aussi imprécise de la valeur des choses dans un système capitaliste où tout est censé avoir un prix.



Selon les statistiques publiées mardi 25 septembre par la Banque des règlements internationaux (BRI) et collectées auprès de 54 banques centrales dans le monde, le volume quotidien des transactions sur le marché mondial des changes s'élève à 3200 milliards \$US.

## Les transactions sur les marchés de change explosent

Les opérations quotidiennes sur les devises ont presque doublé en trois ans, selon la BRI

PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS  
CÉCILE PRUDHOMME

C'est un montant qui donne le vertige et illustre le rythme de développement quasi exponentiel que connaissent les marchés financiers internationaux. Selon les statistiques publiées mardi 25 septembre par la Banque des règlements internationaux (BRI) et collectées auprès de 54 banques centrales dans le monde, le volume quotidien des transactions sur le marché mondial des changes s'élève à 3200 milliards \$US. En comparaison, cela représente environ une fois et demie le produit intérieur brut (PIB) de la France.

Spectaculaire en niveau absolu, ce montant est également impressionnant par la rapidité de la progression observée. Selon la précédente enquête de la BRI, réalisée il y a trois ans, le volume quotidien des transactions sur le marché des changes était «seulement» de 1880 milliards \$US en 2004. Cette hausse de 71 %, à taux de change courant, et de 65 % à taux de change constant, est «sans précédent», note la BRI. Pour mémoire, lors de la première étude réalisée en 1992, ce volume s'établissait à 820 milliards \$US.

Pour expliquer cette explosion des montants, la BRI, qui a surnommé aussi la banque centrale des banques centrales, met en avant l'essor de nouveaux acteurs des marchés financiers, en particulier les hedge funds, ces fonds spéculatifs, essentiellement originaires des pays anglo-saxons, qui gèrent de façon dynamique et à très court terme les capitaux que leur confient leurs clients.

«La tendance des investisseurs institutionnels dispo-

sant d'un horizon de placement à plus long terme à déterminer des portefeuilles plus internationalisés pourrait aussi avoir joué», ajoute la BRI. De fait, les compagnies d'assurances ou les caisses de retraite, qui se contentaient de placements plutôt nationaux, n'hésitent plus désormais à placer leur argent au-delà des frontières, ce qui les oblige à réaliser des conversions de devises. Certains n'hésitent pas à jouer sur les écarts de taux entre pays, empruntant dans des devises comme le yen ou le franc suisse où les taux d'intérêt sont très bas pour les replacer dans des pays où ils sont plus élevés.

«Le développement des techniques sophistiquées de trading, notamment celles faisant intervenir des outils mathématiques complexes, pourrait aussi avoir favorisé les transactions sur le marché des changes», souligne la BRI.

La publication de cette étude, intervenant en pleine crise financière, a de quoi nourrir les critiques contre l'importance démesurée prise aujourd'hui par les marchés de capitaux et par la déconnexion croissante entre la sphère financière et la sphère économique réelle. Le volume quotidien de 3200 milliards \$US de transactions sur le marché des changes représente plusieurs centaines de fois celui des échanges commerciaux véritables.

## Nouveaux instruments financiers

Les professionnels de marché tiennent toutefois à relativiser ce décalage. Ils soulignent que l'importance des volumes, essentiellement entre banques, est le garant de la liquidité du marché, c'est-à-dire la possibilité pour tout acteur (gestionnaire, entreprise, etc.) de pouvoir acheter ou vendre une devise au prix désiré.

Ils observent aussi que le boom des transactions sur le marché des changes est lié au développement de nouveaux instruments financiers dits dérivés permettant aux entreprises de se protéger contre les fluctuations des devises.

C'est ainsi que, selon la BRI, le montant quotidien des opérations de gré à gré sur produits dérivés est passé de 1220 milliards \$US en 2004 à 2100 milliards en 2007. Il a été multiplié par près de six en neuf ans!

Le dollar reste de loin la plus importante devise sur le marché des changes, même si elle a perdu 2,4 points de pourcentage en trois ans. Il figure dans 86,3 % des opérations. Chaque monnaie est forcément comptabilisée en double car deux devises sont impliquées dans une transaction.

L'euro, pour sa part, est resté quasiment stable (-0,2 point) à 37 %, tandis que le yen a baissé de 3,8 points à 16,5 %. La BRI relève aussi que le dollar hongkongais a été beaucoup négocié, «probablement du fait des liens entre Hongkong et la Chine». «Quoi qu'il en soit, relève la BRI, la part de marché des devises des pays émergents sur le marché des changes a augmenté. Elles sont impliquées dans près de 20 % des transactions en avril 2007.»

Du côté des places financières, la City de Londres conserve et accentue même sa position de numéro un sur le marché mondial des changes avec 34,1 % de part de marché contre 31,3 % en 2004. Viennent ensuite les États-Unis (16,6 %), la Suisse (6,1 %), le Japon (6 %) et Singapour (5,8 %). La France arrive en huitième position avec 3 %.

Le Monde

## Les agences de notation accusées de tous les maux de la crise financière

THOMAS URBAIN

Paris — Accusées d'avoir aggravé les conséquences de la crise du marché américain des crédits immobiliers à risque, dits *subprimes*, faute de l'avoir anticipée, les agences de notation voient leur influence remise en cause par les milieux financiers et politiques.

«La cause du problème vient du fait que les gens ont cru que les agences de notation connaissaient leur métier. Mais elles ne savent pas ce qu'elles font», a déclaré récemment l'ex-président de la banque centrale américaine (Fed), Alan Greenspan.

Politiques et investisseurs reprochent aux trois principales agences de notation, Moody's, Standard and Poor's (SP) et Fitch, de n'avoir que mollement tiré la sonnette d'alarme avant la crise du *subprime*.

Elles auraient également attribué des notes trop généreuses à certains produits financiers liés au *subprime*, donnant aux investisseurs une vision tronquée du risque associé à ces titres.

## Conflit d'intérêts

Il s'agit de produits complexes, dits structurés, dont les agences tirent aujourd'hui près de la moitié de leurs revenus, alors qu'elles étaient jadis rémunérées exclusivement par les investisseurs.

D'où l'existence d'un conflit d'intérêts potentiel pour les agences qui participent souvent à l'élaboration du produit, sont rémunérées par son émetteur, mais doivent néanmoins lui attribuer une note objective. Note qui, en outre, servira d'argumentaire pour attirer les investisseurs.

«C'est comme si un studio de cinéma payait un journaliste pour faire la critique de son film et en utilisait ensuite des extraits dans ses publicités», a estimé mercredi le sénateur républicain Jim Bunning lors de l'audition des trois principales agences devant le Sénat américain.

Plusieurs solutions sont proposées pour remédier à cette ambiguïté: attribuer au hasard les notations à effectuer aux agences, pour empêcher les connivences,

ou facturer uniquement les investisseurs et non plus les émetteurs.

## Exagération

Si le rôle des agences est bien en cause, beaucoup de professionnels jugent néanmoins exagérée l'opprobre dont elles sont l'objet.

«Elles ont une part de responsabilité, mais elles ne sont pas les seules», estime Marie-Pierre Peillon, responsable de l'analyse financière et crédit chez Groupama AM.

«La titrisation représentait une bonne part des résultats des banques d'investissement [qui concevaient et vendaient ces produits], et elles avaient donc tout intérêt à la croissance exponentielle de ces produits», ajoute-t-elle.

Des banques qui soulignent, elles, que la responsabilité des investisseurs est également engagée dans la débâcle de l'été.

«Certains ont acheté sur la base de la note, sans lire la documentation et se rendre compte qu'ils achetaient quelque chose qui comportait, malgré tout, du risque», affirme un banquier, sous couvert d'anonymat.

Mais les agences restent dans l'œil du cyclone. «On a besoin de davantage de transparence dans le système de notation. Sinon, les investisseurs risquent de ne s'appuyer que sur leurs propres modèles et ne plus regarder les notes», a récemment prévenu Jean-Christophe Menioux, trésorier groupe chez l'assureur Axa.

Acculées, elles se sont engagées à évoluer. «Notre volume d'activité tient à notre réputation, et quand on la remet en cause, nous écontons, nous apprenons et nous progressons», a expliqué mercredi Vickie Tillman, de SP, devant le Sénat américain.

Les marchés comptent sur une réforme auto-administrée, sachant que malgré les déclarations d'intention, ils auraient bien du mal à fonctionner sans ce rouage essentiel.

«Si on travaille sans les agences, on revient dans l'épure des marchés d'il y a vingt ou trente ans. Je pense qu'en terme de visibilité et de liquidité, on n'y gagnera pas grand-chose», explique un banquier.

Agence France-Presse



STAN HONDA AGENCE FRANCE-PRESSE

Politiques et investisseurs reprochent aux trois principales agences de notation, Moody's, Standard and Poor's (SP) et Fitch, de n'avoir que mollement tiré la sonnette d'alarme avant la crise du *subprime*. Elles auraient également attribué des notes trop généreuses à certains produits financiers liés au *subprime*, donnant aux investisseurs une vision tronquée du risque associé à ces titres.

**Nathalie ELLIOTT**

**PETIT CODE GRAMMATICAL**

Primaire

Approuvé par le MÉQ

160 pages - 24,50 \$  
ISBN 978-2-7608-5292-1

LIDEC inc  
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies  
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

## ÉDITORIAL

## Position extrême

Alors que la commission Bouchard-Taylor bat son plein, le Conseil du statut de la femme (CSF) braque les projecteurs sur la fragilité des acquis des femmes en matière de lutte pour leurs droits. L'égalité entre les sexes est un droit qui ne saurait certes souffrir d'accommodement raisonnable, mais les manières de préserver cette parité doivent réussir le test de la réalité.

**L**a théorie enveloppant le discours sur les accommodements raisonnables peut aisément sombrer dans le plus grand cafouillis. Dans l'absolu, on dirait parfois que les arguments des uns valent tout à fait ceux des autres. Pour trancher, rien de mieux que l'épreuve du réel. Sous l'angle théorique, la position du CSF relève du bon sens: la liberté de religion s'arrête là où le droit à l'égalité entre les hommes et les femmes est menacé. Soumis au test de la vie pratique, l'un des moyens qu'il propose pour blinder les acquis des femmes, soit empêcher les agents de l'État d'arborer des signes religieux ostentatoires dans le cadre de leur travail, ne peut que jeter de l'huile sur le feu. Nous n'y souscrivons pas.

Pour vérifier jusqu'où la neutralité des fonctionnaires pourrait mener, faisons un petit contrôle-éclair. Permettre à une enseignante du primaire de porter un niqab (ne dévoilant que les yeux) en classe? Déraisonnable. Et le hidjab (masquant cheveux, cou et épaules)? Déraisonnable aussi, pour la charge idéologique qu'il soutient. Suivant la même logique, permettre à une religieuse enseignant dans un établissement privé subventionné par l'État d'arborer la croix à son cou? Raisonnable. Voilà: le principe atteint là ses limites.

Le Conseil pousse trop loin les remèdes aux problèmes, mais sa réflexion s'accroche néanmoins à une réelle inquiétude sociale qu'incarne parfaitement le port du voile. Qu'il soit hidjab, niqab ou burqa, celui-ci dérange en raison de l'idéologie qu'il véhicule et dans laquelle les femmes voient l'effondrement possible d'acquis durement gagnés et encore fragiles.

En 1995, alors qu'on l'invitait à se prononcer sur le port du voile à l'école par les élèves, le CSF prit le parti de l'intégration. Il trancha en faveur du port du symbole religieux, craignant que l'interdit ne mène à l'exclusion. Maintenant qu'un certain 11-Septembre a chambardé le monde, le Conseil change son fusil d'épaule: non au port de symboles religieux par les agents de l'État.

Le virage est éloquent: chargé politiquement, le voile repose sur des principes religieux liés à l'impureté et à la pudeur. Cela s'entrechoque violemment avec l'égalité entre les sexes chère au Québec. Le CSF craint aussi que ce même voile n'emprunte surnoisement la voie royale de la «norme sociale». Il y a là matière à s'inquiéter en effet.

La commission Bouchard-Taylor a justement servi d'écho à toutes ces femmes qui ont confié leur profond malaise devant la démesure de requêtes formulées au nom de la religion et au détriment de l'égalité entre les hommes et les femmes. Eh! Quoi? Tous ces efforts pour s'affranchir de l'emprise du religieux sur notre liberté de femmes réduits à néant par certaines dérives religieuses?

Elles ont raison de protester. Les demandes de séparation des sexes dans les lieux publics n'ont pas leur raison d'être. Ni non plus le refus d'être servi par une femme en accord avec des préceptes religieux. La décision d'un YMCA de Montréal de givrer ses fenêtres afin de cacher du regard des élèves d'une école juive hassidique le «disgracieux» spectacle de femmes en plein entraînement dépasse tout entendement.

Ces cas illustrent l'embarras d'une société en ce qui a trait à des exigences du religieux devant lesquelles on ne doit pas bêtement s'incliner. Le CSF a donc raison de s'alarmer de cette nouvelle emprise, mais il se fourvoie en proposant pour y remédier une laïcité à la sauce française. Au regard des menaces faites aux acquis des femmes, cette mesure est extrême et risque d'attiser les tensions plutôt que de les aplanir.

Lorsque la dérision nécessitera l'intervention du juridique, les tribunaux devront trouver une manière de concilier l'égalité des hommes et des femmes avec le droit à la religion, ce qu'ils n'ont encore jamais tenté. À cet égard, la demande du CSF de préciser la charte québécoise dans le sens d'une limite de la liberté religieuse en considération de l'égalité entre les sexes est tout à fait appropriée.

Pour le reste, au tribunal du sens commun de faire son œuvre. La commission Bouchard-Taylor aura au moins servi à affirmer la primauté de l'égalité entre les sexes sur les caprices de certaines religions. Il s'agit d'un témoignage que les commissaires ne pourront pas esquiver.

*machouinard@ledevoir.com*



Marie-Andrée Chouinard

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFACON  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

## JEAN CHAREST À LA RADIO TOUS LES DIMANCHES...



## L E T T R E S

## Et on devrait faire confiance aux élus?

Ces jours-ci, on nous annonce comme un fait établi la construction d'un pont sur la rivière des Prairies et la bonne entente entre élus au sujet d'un projet consistant à moderniser la «rue» Notre-Dame, que l'on appelait autrefois le Chemin du Roy. Selon M. Tremblay, «le dossier Notre-Dame rallie tous les élus de l'Est et la Chambre de commerce de l'est de l'île». Et les citoyens, eux? Je lis dans *Le Flambeau* que, d'après le maire, «le concept et le tracé retenus n'auront plus à être soumis au poids des citoyens. La Ville de Montréal travaillera de concert avec l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve pour répondre aux attentes des élus».

Or, j'aimerais rappeler à la population qu'il y a un an, ces mêmes élus ont présidé à la destruction d'un des plus beaux parcs de la ville de Montréal, le parc Morgan, dans le quartier du Vieux-Maisonneuve. Ce gâchis a consisté à couper au chalumeau une clôture ornementale historique, entièrement forgée et «baguée» à la main, travail qui aujourd'hui vaudrait au minimum 150 000 \$! Nos élus avaient sans doute oublié qu'ils sont les gestionnaires des biens publics, nos biens. Aujourd'hui, la clôture a disparu, non seulement du parc Morgan, mais aussi des entrepôts de la municipalité. En effet, elle a été volée... Et on devrait encore faire confiance à nos élus? En ce qui me concerne, je ne me sens pas en phase avec ces autorités qui plient devant le moindre commerçant et qui traitent si mal nos trésors.

En faisant de l'ancien Chemin du Roy une autoroute déguisée, ces élus continuent de man-

quer de culture et de vision. Ils nuisent aux citoyens et cèdent aux lobbys, ici celui du pétrole, avec ses usines de pneus et ses routes asphaltées. Au contraire, nous sommes nombreux dans les quartiers qui longent cette ancienne artère à penser qu'il faut rebâtir le long de Notre-Dame et cesser à tout jamais de sacrifier la ville à la voiture, en favorisant rapidement la mise en place d'un nouveau tramway. Le fleuve est là, juste à côté, représentant la plus grande richesse de Montréal et du Québec tout entier. La prospérité est à portée d'imagination si l'on décide de ne pas faire du pays une poubelle et de l'aimer plutôt, ce territoire unique au monde, avec ses villes au bord de l'eau. La beauté, c'est pour les gens, pas pour les chars!

**Monique Désy Proulx**  
Présidente des Amis du parc Morgan  
Vieux-Maisonneuve, Montréal,  
le 26 septembre 2007

## Et si on manifestait avec les Afghans?

Une dépêche de la Presse canadienne publiée dans *Le Devoir* du 26 septembre dernier nous apprend que 500 Afghans en colère (plus de 1000 selon la chaîne d'information Al Jazeera) sont descendus dans la rue en banlieue ouest de Kandahar en réclamant le départ des troupes étrangères à la suite d'une série d'opérations militaires qui ont causé encore une fois la mort de plusieurs civils. On ajoute que les troupes étrangères n'étaient pas les seules visées par la colère des manifestants, qui ont aussi reproché au président Karzaï d'avoir autorisé l'intervention de forces étrangères en Afghanistan.

Ce n'est pas la première fois que la presse rapporte des manifestations populaires contre l'occupation étrangère dans ce pays. Elles illustrent bien que loin «d'aider le peuple afghan», cette intervention militaire ne fait que semer la mort et la destruction pour servir les intérêts stratégiques des grandes puissances, les États-Unis en tête. La meilleure preuve de solidarité que nous pouvons offrir au peuple afghan est d'exiger, avec eux, le retrait immédiat des troupes étrangères!

**Charles Lemieux**  
Longueuil, 27 septembre 2007

## Marcel Marceau, le mime immortel

Je n'ai vu qu'une seule fois en personne le mime Marcel (Mangel) Marceau, décédé récemment, mais je m'en souviens encore comme si c'était hier. J'avais 15 ans et j'étais en 11<sup>e</sup> secondaire. Je ne sais pas qui avait eu l'idée de l'inviter à notre école du Centre-du-Québec, lui, l'artiste acclamé par les plus grands, mais ce fut génial. Nous étions tous debout dans ce qui nous servait habituellement de gymnase. Lui était seul sur ce qui lui servait de scène, sans artifice.

Au début, il y avait du bruit, puis le silence s'est imposé, car il fallait se concentrer pour comprendre les tirades muettes (le mime et la pantomime ayant pour ainsi dire disparu, il est plus ardu qu'avant d'en décoder les signes). Nous étions sous le charme. Le beau bonifie.

Mille fois merci en retard, Monsieur Marceau, mime immortel.  
**Sylvio Le Blanc**  
Montréal, le 24 septembre 2007

## LIBRE OPINION

## Pour que Montréal joue son rôle de métropole

SERGE LOSIQUE

Président fondateur du Festival des films du monde

**O**n parle depuis des années du «développement» culturel de Montréal. On annonce des projets à gauche et à droite qui ne se réalisent que rarement. Qu'on pense seulement à la fameuse salle de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM), dont on a vu la première pelletée de terre à la fin des années 1970! On a parfois l'impression que les politiciens ont la parole aussi facile que certains producteurs de cinéma de fiction.

Maintenant, on ne cesse plus de nous parler du quartier des spectacles comme si c'était la solution à tous les problèmes dont souffre Montréal. Pour le moment, la plus grande salle de spectacle se trouve ailleurs, au Centre Bell. Et si le Cirque du Soleil revenait avec ses spectacles, où irait-il?

Dans les années 1980, certains ont essayé de rabaisser Montréal en le comparant à Milwaukee et Port-au-Prince. Aujourd'hui, on essaie de le rabaisser surtout par rapport à Toronto. Ces comparaisons futiles des éternels donneurs de leçons, qui ne viennent pas de l'extérieur mais de l'intérieur de notre ville, n'aident pas le rayonnement international de Montréal. Pour des raisons historiques et culturelles, Montréal ne peut se comparer à aucune autre ville en Amérique du Nord.

## La richesse de Montréal

Montréal se développe à sa façon avec des atouts que beaucoup d'autres villes nous envient. Montréal peut s'enorgueillir d'être la seule ville sur le continent qui a quatre grandes civilisations inscrites dans la pierre: la civilisation française de France, la civilisation canadienne française, la civilisation anglaise d'Angleterre (la rue Saint-Jacques peut se comparer à Fleet Street de Londres et Westminster à Cambridge ou Oxford) et la civilisation moderne d'invention américaine.

Ces atouts d'architecture extraordinaires ne peu-

vent pas être enlevés à Montréal comme on ne peut pas enlever le passage de la Renaissance à Florence. Il y a ensuite l'art culinaire qui fait de Montréal une ville bien différente des autres villes d'Amérique du Nord. Nous avons d'autres bijoux attrayants comme le Jardin botanique, le Centre canadien d'architecture, qui sont uniques dans leur genre en Amérique du Nord. Nous avons des cathédrales magnifiques ainsi que les «100 clochers de Montréal».

Nous avons également des établissements de haut savoir et des organismes culturels qui ont une réputation mondiale comme l'université McGill, l'université de Montréal, l'OSM, et plusieurs autres. Notre Musée des beaux-arts produit et accueille des expositions qui attirent beaucoup de monde. La notoriété internationale de notre Céline Dion dépasse certainement tous ses rêves de petite fille. Le Cirque du Soleil est connu à travers le monde.

Il faut trouver un moyen pour garder en permanence une partie de ses spectacles à Montréal, pas nécessairement dans un quartier défavorisé. Montréal est une des rares villes au monde qui ait réussi à organiser, en l'espace de neuf ans, deux des événements les plus importants de la planète: l'Exposition universelle en 1967 et les Jeux olympiques en 1976. Montréal a des bases solides pour développer la muséologie des technologies modernes.

## Montréal «balkanisée»

Montréal a aussi des problèmes de taille. Montréal ne peut pas se développer rapidement et à sa guise car il dépend trop des gouvernements supérieurs. Il vit sous la tutelle permanente du gouvernement provincial comme toutes les autres municipalités. Chaque région a son «proconsul» du gouvernement du Québec. On balkanise Montréal à souhait pour mieux le contrôler. Il a perdu beaucoup de sièges sociaux de grandes entreprises et a vu le départ vers Toronto des riches anglophones dans les années 1970 et 1980. Les riches francophones ne courent pas encore les rues à Montréal. Or, à travers

l'histoire, le temps a prouvé que là où l'économie prospère, la culture prospère également.

Il est étonnant que les festivals qui réclament le plus à la Ville et aux gouvernements soient ceux dont les compagnies parallèles profitent le plus des retombées financières de leurs propres événements. En même temps, ces événements privés exigent de plus en plus de fermetures de rues principales, ce qui provoque une pollution intolérable (automobile et sonore) en plein été et nuit à l'activité normale d'une grande métropole. L'idéal serait de concentrer les activités extérieures des festivals dans le Vieux-Port. [...]

Quant aux fameux Quartier des spectacles, l'îlot Balmoral a été évacué il y a maintenant six ans et rien n'a été repris depuis. Les édifices évacués se dégradent, se couvrent de graffitis et donnent un air sinistre la nuit à ce quartier proche de la Place des Arts. J'ai même proposé qu'on démolisse l'édifice monstrueux de la rue de Bleury entre Sainte-Catherine et Maisonneuve afin d'accueillir temporairement les festivals dans un Parc des festivals. J'ai fourni il y a presque deux ans déjà le plan d'architecte au maire actuel de l'arrondissement Ville-Marie. La démolition devrait se faire dès cette année pour améliorer l'aspect physique du centre-ville. Et que fait-on depuis des années du dépotoir situé à l'angle de Saint-Laurent et de Maisonneuve, derrière la Place des Arts? Ville-Marie doit apporter les solutions qui s'imposent à ce trou insalubre.

## Avancer dans l'adversité

On attend beaucoup du Sommet 2007 — Montréal, métropole culturelle. Certes, il n'est pas mauvais de brasser des idées ensemble. Mais il ne faut pas perdre de vue que la culture ne se construit pas dans un consensus hypothétique, mais dans la diversité et souvent dans l'adversité: «L'art naît de contrainte, vit de lutte, meurt de liberté», disait André Gide. D'autre part, nous savons tous que tous les organismes culturels de Montréal sont sous-financés. Aidons d'abord les organismes phares et le reste suivra. Le succès du

Sommet tant attendu passe par Ottawa et Québec, car ce sont eux qui détiennent les cordons de la bourse.

L'éternelle indécision dans divers domaines a été dommageable au rayonnement de Montréal. Pendant trop longtemps, Montréal a fonctionné avec deux aéroports, ce qui a empêché chacun de se développer. Pendant ce temps, beaucoup de compagnies aériennes ont quitté Montréal et ne sont pas encore revenues. Nous n'avons pas de liaisons directes avec l'Asie, où se joue le sort de l'économie mondiale, ni avec l'Amérique du Sud, continent émergent sur le plan économique.

À l'heure de la mondialisation, cela manque cruellement à Montréal aussi bien sur le plan économique que culturel. Il est dommage qu'Air Canada ait fait son lit avec Toronto malgré le fait que son siège social soit à Montréal. À part un court intermède cet été, Air Canada prive Montréal de liaison directe avec Rome, berceau de notre civilisation.

Un autre handicap de Montréal est qu'il n'est pas la capitale provinciale ou fédérale. À l'époque où Montréal était la métropole économique et culturelle du Canada, cela n'avait pas beaucoup d'importance; aujourd'hui, c'est différent. Toronto, Ottawa et Québec sont, toutes proportions gardées, plus choyés par les gouvernements que Montréal.

L'avenir culturel de Montréal dépend en grande partie des Montréalais eux-mêmes. Étant donné que Québec, nous avons des droits légitimes à défendre et devons réclamer notre dû. Pour commencer, il faudrait redonner à la Ville de Montréal les taxes perçues sur les divertissements.

Finalement, si on veut avoir une ville internationale et une grande métropole au Québec, le gouvernement du Québec doit trouver une façon d'aider Montréal, car l'avenir du Québec en dépend. Le fédéral devrait aussi faire un effort substantiel pour aider Montréal. En somme, il faudrait doter Montréal des pouvoirs législatifs et financiers pour qu'il puisse jouer pleinement son rôle de métropole.

## IDÉES

## Lulu et les dinosaures (1)

À l'occasion de la fin des audiences de la Commission sur l'avenir de l'agriculture au Québec et de la publication cette semaine aux Éditions Écosociété de *Porcheries! La porciculture intempestive au Québec*, un ouvrage de chercheurs de l'UQAM qui dénonce l'impact négatif de l'industrie porcine sur l'économie, l'environnement, les communautés rurales et le patrimoine culturel québécois, nous publions aujourd'hui et demain deux textes de l'auteur de *Bacon le film* (2001) qui présente sa propre analyse de l'évolution du dossier, six ans après la parution du film-choc.

HUGO LATULIPPE  
Cinéaste

**D**e chef du gouvernement lors du Sommet agroalimentaire de Saint-Hyacinthe en 1998 jusqu'à son rôle de passeur de sapin pour le compte d'Olymel en 2007, Lucien Bouchard est en voie de devenir une sorte de mascotte de l'industrie porcine, un partenaire officiel de la faim du monde... des affaires. A tout le moins, on peut dire qu'il nous accompagne fidèlement, tel un prophète de malheur, au fil du drame qui a pour théâtre bien réel les campagnes du Québec.

## Ground Zero

Juste avant la courbe du millénaire, Lucien et les dinosaures promettaient de faire doubler la production de porcs usinés, convenant au passage, en modernes, qu'il fallait « assouplir certaines règles pour y arriver ». Ils s'étaient formellement engagés à « voir grand ». Ça, ça voulait dire casser le cou du ministère de l'Environnement, faire taire ses fonctionnaires les plus progressistes et finir de vider ses lois de leur substance coercitive. A ce chapitre, le chemin parcouru est exemplaire. Voir grand. De l'américain *Think Big*. Idée chère à Elvis Gratton.

Avec le recul, en toute logique, on peut imaginer que Lucien Bouchard était à la veille de réinventer la lucidité. On peut imaginer qu'il était à la veille de s'emparer du sens même de l'un des plus précieux synonymes de « lumière » de la langue française.

(A ce propos, je suggère qu'on se garde une petite gêne et qu'on parle de ces apologistes d'une nouvelle optique darwinienne comme de « néolucides ». En tout respect pour notre langue. Faut pas charrier! Je trouve qu'il fait passablement noir dans l'esprit de ces dinosaures; à l'heure où la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) prédit la fin de la pêche commerciale sur Terre vers 2050, à l'heure où l'astrophysicien Hubert Reeves envisage une 6e extinction de l'espèce humaine, cette obstination des élites économiques à véhiculer l'idée que l'humanité turbo pourrait encore accélérer la moisson s'apparente à une rhétorique suicidaire, à une pensée plus obscurantiste que lumineuse. Parlons donc de néolucides.)

## Les dinosaures gardiens de la tradition

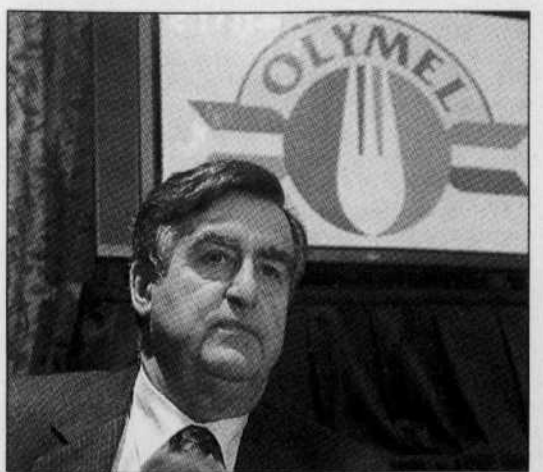
Toujours est-il que, dans le milieu de l'agriculture industrielle, en Iowa comme au Québec, on ne voit plus que grand. Pour ce faire, l'Union des producteurs agricoles (UPA) élit et réélit un président depuis 14 ans (!) qui est lui-même propriétaire d'usines de porcs. Cet homme et sa suite, membres en règle du club des dinosaures optimistes, ont pris le contrôle de l'organisation et font maintenant ombrage à toute la profession agricole. Sous le couvert du fier mouvement syndical, sous le couvert du noble métier de paysan, ces dinosaures prétendent défendre l'avenir et la tradition des agriculteurs du Québec. Année après année, au congrès de l'UPA à Québec, ils parviennent à vendre l'idée aux paysans qu'ils défendent l'intérêt du plus grand nombre, plutôt que celui des industriels et des oligarques de la *shop* à viande.

Or, comme le montre éloquentement l'ouvrage de Denise Proulx et d'un groupe de chercheurs de la Chaire d'éducation relative à l'environnement du Canada (UQAM), ce n'est pas seulement l'avenir de l'agriculture québécoise qui est maintenant sérieusement hypothéqué par le régime agricole dont Lulu et les dinosaures se sont faits chantres, « c'est l'avenir de notre pays, de notre patrimoine et notre identité profonde qui sont menacés ».

A cet égard, le travail des universitaires nous éclaire avec une nouvelle série de faits accablants qui font de nouveau la preuve que le modèle des usines de porcs dévore nos campagnes et ses gens. On a notamment découvert des concentrations significatives de 12 à 16 pesticides différents dans les rivières qui ont le malheur de sillonner les zones d'usines d'élevage. Méchant gâchis pour un pays qui est censé être une mine inépuisable d'or bleu, dont la générosité des nappes phréatiques fait l'envie de la plupart des pays du monde.

## Santé attaquée

Aussi, une équipe de l'Université de l'Iowa, qui s'est penchée sur l'impact des odeurs sur la santé des enfants vivant à proximité des fermes porcines de plus



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Lucien Bouchard, négociateur pour Olymel



Vue aérienne d'une porcherie industrielle du Québec

ESPERAMOS FILMS

de 100 bêtes (notez bien, au Québec, on parle maintenant de cheptels presque 100 fois plus grands!) a découvert que les enfants présentent des incidences d'asthme trois fois supérieures au niveau national des États-Unis. Les femmes enceintes vivant à proximité des fermes porcines industrielles, elles, donneraient naissance à des enfants prématurés 2,17 fois plus souvent que la moyenne nationale.

Même les travailleurs d'usine sont désormais touchés... Selon une étude menée au Québec par les directions régionales de santé publique, les travailleurs d'usines d'élevage de porcs se minent les poumons et le système respiratoire dans ces bâtiments concentrationnaires où l'air est funestement saturé de particules de fumier, de poussières de médicaments, de moulées, d'hormones et le reste. Ça vous rappelle les mines?

Pourquoi ce gâchis? Pour l'emploi? Non. On le sait, ça aussi. La tendance n'est pas exactement à l'emploi dans la *shop* à viande. En fait, 98 % des porcheries du Québec fonctionnent sur un mode industriel (ce qui signifie qu'elles emploient des machines américaines couplées d'outils informatiques japonais plutôt que des travailleurs québécois). Actuellement, l'usine d'élevage type emploie un travailleur et parfois un travailleur et demi. Et on travaille à l'éliminer.

À l'ère d'un Québec agricole qui n'a pas encore choisi le virage vers les produits de créneaux transformés et valorisés, vers les appellations contrôlées, vers les produits agricoles de haute qualité, vers les produits artisanaux, vers les espèces patrimoniales, vers le biologique, l'ambiance est assez morose dans le secteur. Le 31 janvier 2007, la radio de la SRC diffusait un reportage où l'on apprenait que les deux tiers des producteurs porcins du Québec avaient traversé un épisode de détresse psychologique dans les dernières années! Pas étonnant lorsqu'on sait que les producteurs de porcs d'usine sont endettés jusqu'au cou, finançant les banques, la Société générale de financement, les manufacturiers de machinerie lourde, les compagnies de béton et les comptes suisses des compagnies agrochimiques. Cela à même leur santé, leur équilibre, leurs familles.

Plus ça va, plus les autres agriculteurs réalisent que les quelques intégrateurs du porc sont une plaie, un boulet pour le monde agricole. Mais jusqu'à maintenant, « ces autres » que je me permets d'appeler la majorité des paysans du Québec, ne sont pas parvenus à faire entendre leur dissidence en dehors de l'UPA. Défier la machine industrielle et l'UPA des dinosaures, à en croire quelques producteurs qui ont eu le culot de le faire, ce n'est pas de la tarte.

## Les néocurés

L'industrie porcine traverse crise sur crise depuis 25 ans. Or il faut absolument savoir que chaque fois, ce sont tous les Québécois qui payent pour maintenir le rafiot à flot... jusqu'à la prochaine avarie. Sans assurances (de l'État) ni assistance (gouvernementale), c'est le naufrage immédiat. Olymel n'est qu'une station du chemin de croix. L'industrie porcine est un Titanic financier. Une aberration économique fondée

sur l'appui inacceptable de notre ministère de l'Agriculture à un lobby corporatif puissant qui nourrit de moins en moins les Québécois et de plus en plus les marchés internationaux (le Japon, les États-Unis, la Russie, etc.). Sans compter le fait qu'il faudra que tous les Québécois assument financièrement les impacts négatifs de cette production sur nos économies régionales, notre santé et nos écosystèmes.

Qu'à cela ne tiennent! L'élite agricole, celle qui dirige l'industrie et qui ne met pas souvent le gros orteil dans ces bâtiments, en redemande. « Il faut augmenter la productivité, la rentabilité... » On note dans l'ouvrage de Denise Proulx « qu'il est remarquable que la quasi-totalité des professionnels et experts agricoles — largement soutenus par une partie importante des milieux de la recherche agronomique et agro-économique universitaire — appuie majoritairement une agriculture productiviste et industrielle... ».

Malheureusement, les chercheurs universitaires n'osent pas parler, eux non plus. L'industrie a ses antennes partout, à commencer par les portefeuilles de plusieurs départements universitaires du Québec et du Canada. En fait, la situation est très semblable à celle de l'industrie forestière sur ce point, et tout aussi discutable sur le plan de l'éthique.

## De l'idéologie à l'entêtement

Aux questions des journalistes sur le récent fiasco d'Olymel, Lulu et les dinosaures répondent obstinément en évoquant, presque lyriques, des multinationales québécoises plus compétitives sur les marchés internationaux. En néolucides, ces gens sont convaincus que l'idéal national des Québécois consiste à jouer à tag barbecue dans le grand concert des lardons. Ils rêvent d'usines plus productives. Ils rêvent de rendements accrus et de performance, de croissances ininterrompues et de complexes industriels.

Lulu et les dinosaures me font penser à Ford qui s'obstine à mettre sur le marché des camions énergivores de 3 tonnes. On apprenait dernièrement que le géant imperturbable avait fait une perte nette de 13 milliards de dollars américains en 2006. Les actionnaires de Ford n'arrivent tout simplement pas à déchiffrer leur époque.

Je suis né au Québec, dans les grandes années de la Révolution tranquille. Avec l'éducation que j'ai reçue, de la petite école à l'université; avec l'étude de la pensée des grands humanistes des Lumières à Sartre, de Gandhi à Gro Bruntland; avec l'héritage des fondateurs de la social-démocratie québécoise; avec le développement des sciences sociales et l'élaboration de la pensée écologique en Occident; il me semble que le propos de Lulu et les dinosaures apparaît littéralement cryptique. Occulte. Et je sais que beaucoup de gens de ma génération se font cette réflexion...

La pensée des *wannabe-lucides*, d'Alain Dubuc à Lucien Bouchard en passant par Bernard Landry ou Joseph Facal (qui traite encore les écologistes d'immobilistes par-ci, par-là), érigée en schéma philosophique, a plus à voir pour nous, avec le crépuscule d'une civilisation et l'aliénation de ses élites, qu'avec la clairvoyance. Pour nous cette pensée est de l'ordre de l'entêtement. Mais en viendrons-nous à bout?

## QUESTION D'IMAGES

## Le poids d'une photo



Jean-Jacques Stréliski

**E**t vlan, re-Toscani! Le choc, toujours le choc. Une jeune femme anorexique pose nue sur une affiche et un site Internet au bénéfice d'une marque de prêt-à-porter italienne, No-lita. Un slogan sans appel conclut le tout: non à l'anorexie!

Habitée des superlatifs et des virtualités euphorisantes de bonheur, la publicité transgresse ici la plupart des règles qui la régissent. Elle nous plaque en pleine face la réalité d'un drame sous son angle le plus cru. La jeune femme qui a posé est, dans la vie, une comédienne-mannequin française gravement affectée par l'anorexie (quoique en rémission selon certains communiqués de presse). Impossible, une fois de plus, de détourner son regard de ce corps décharné. Impossible non plus de ne pas prendre conscience, en moins de trois secondes, du ravage causé par un mal endémique qui touche nombre de jeunes filles et de jeunes femmes sur la planète. Impossible enfin d'échapper au débat que cette nouvelle provocation suscite. Et, c'est bien là le génie de Toscani. L'écho portant très loin le bruit de son tonnerre.

No-lita et Toscani font ici preuve, à mon avis, de bien plus de courage que d'opportunisme. Car, en vérité, sur le plan marketing, cette action est un non-sens. Ils prennent un très gros risque. En effet, il y a fort à parier que, suivant un phénomène connu de polarisation, s'opposent alors deux appréciations extrêmes. Ceux qui haïssent cette publicité étant déjà beaucoup plus nombreux que ceux qui l'aiment.

L'approche de Toscani, photographe hors du commun, en dit long sur la ténacité de l'homme et sur la cohérence de son discours. Jamais léger Oliviero, toujours fondamental. Il est de ce fait plus haï qu'il n'est aimé. À dire vrai, la publicité, le marketing et l'univers des marques souffrent grandement du nombre restreint de Toscani sur cette terre.

Ce monsieur est donc tout sauf un amateur. On dit de lui qu'il est manipulateur. Certes, mais tous les publicitaires le sont (et pas seulement eux). Il est récupérateur? Naturellement, la récupération est la source même du choc primaire. Sans elle, pas de repère possible, (la presse et la télé d'aujourd'hui en usent et en abusent tous les jours dans leurs titres, leurs photos et leurs bulletins de nouvelles). Il est provocateur? Bien évidemment, car comment faire pour déclencher un débat planétaire d'une telle passion avec une simple photo?

Toscani connaît très bien l'aquarium dans lequel il nage. Il est plus un agitateur qu'un publicitaire. D'ailleurs, il ne se cache pas pour affirmer qu'il déteste en grande partie le visage que la publicité nous présente au quotidien. À ce chapitre, dans l'un de ses plus récents ouvrages intitulé *La pub est une change qui nous sourit* (Hoëbeke, 1995), Toscani ne fait pas dans la dentelle. Autrement dit: ne comptez pas sur lui pour soutenir un discours ultracapitaliste sur les vertus du marketing de masse.

C'est clair, l'homme est un penseur. Il amène les gens à réfléchir sur le véritable rôle de la publicité dans notre univers de surconsommation et sur celui qu'elle pourrait — ou devrait — jouer dans un monde idéal. Il voudrait que l'argent de la publicité serve à autre chose puisqu'elle en a les moyens. Et c'est plein de réalisme qu'il déclare: la publicité est la forme de communication la plus riche et la plus puissante du monde. Nous avons besoin d'images qui provoquent la réflexion et la discussion. Utopie?

Profiter de l'argent de la publicité pour amener les marques à des agissements et à des discours plus sociaux, plus moraux, plus alignés sur les courants planétaires émergents, donc plus responsables. Davantage aussi de marques mécènes. Voilà en substance ce qu'il propose. Comme bien des publicitaires, Toscani sait que les consommateurs sont aujourd'hui acheteurs de valeurs. Ces derniers exigent de leurs marques des comportements et des valeurs de gouvernance transparente et sans tache. En ce sens, les choses ont déjà changé. Nike — c'est le cas le plus connu — et bien d'autres manufacturiers de vêtements ont été contraints par une intense pression morale et sociale à revoir leur mode de production lorsque l'exploitation humaine était en cause.

Mais, hélas, ce discours est encore bien suspect aux yeux de certains. À commencer par les intellectuels en général et les journalistes en particulier, qui ne pardonnent guère aux publicitaires de se comporter en penseurs philanthropes. Trop douteux. Ils préfèrent de façon aussi réductrice que stéréotypée réserver à tous ces voyous du mercantilisme achevé les arrières-bancs qui leur reviennent, ceux des marchands de bonheur ou des marchands du Temple.

Enfin, je ne peux m'empêcher de penser à toutes ces jeunes filles affectées par ce mal. Se sentent-elles aussi concernées par ce débat que nous le sommes? Je n'ai pas toutes les réponses. Toutefois, j'ai le sentiment que même si cette affiche n'a pas d'effet direct sur leur propre sort, elle amène tout un monde, celui de la mode, à plus de responsabilité et de vigilance (et l'on voit les choses bouger depuis un an ou deux). Est-ce cela qu'on appelle le poids d'une photo?

Jean-Jacques Stréliski est spécialiste en stratégie d'images.



REUTERS

Avec cette publicité, No-lita et Toscani font preuve de courage bien plus que d'opportunisme.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Émilie Folie-Boivin, Vincent Cauchy (communis internet), Laurence Clavel (pupitre), Philippe Papineau (pupitre), Louise-Maude Rioux Soucy (Santé), Pauline Gravel (sciences), Michel Gagneau (correspondant), Stéphane Baillargeon (reporter), Martin Duches, Michèle Malenfant et Christine Dumont (correcteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Isabelle Paré (culture); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale: Annelise Gaudreau (secrétaires à la rédaction), Émilie Parent Bouchard, Etienne Piamondon-Emond (commis à la rédaction), La documentation: Gilles Paret (directeur), Manon Derome, Olivier Spéclier (Québec), Monique Bhérier (Ottawa). LA PUBLICITÉ: Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron (directeur adjoint), Julie Chretien, Marlene Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Piarick, Chantal Rainville, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebà, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Corneilles, Yannick Morin, Nathalie Zematits, Olivier Zaida. INFORMATION: Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Michel Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, Jean-Robert Divers (responsable promotion). L'ADMINISTRATION: Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

## ACTUALITÉS

## DUMONT

SUITE DE LA PAGE 1

M. Dumont. «On a l'impression d'avoir les pieds dans le ciment. Ça, c'est une rupture avec notre passé: le Québec est un peuple de bâtisseurs.»

Tout au long de la fin de semaine, le chef adéquate a invité les Québécois à contrer «les forces de l'immobilisme» que personnifient, à ses yeux, Jean Charest et Pauline Marois.

Ce conseil général fut essentiellement consacré à l'adoption d'une plateforme environnementale qui s'appuie sur le respect des cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) contenues dans le protocole de Kyoto. Samedi, l'ADQ avait invité l'écologiste et porte-parole d'Équiterre, Steven Guilbeault, à faire un exposé sur le réchauffement climatique.

L'ADQ avait également invité l'ancien président-directeur général d'Hydro-Québec, André Caillé, qui est présentement président du Conseil mondial de l'énergie. Dans son exposé, M. Caillé a plaidé pour une hausse des tarifs d'électricité au prix du marché, seul moyen, selon lui, de réduire le gaspillage d'énergie et de rentabiliser les mesures d'efficacité énergétique. Il a toutefois indiqué qu'il faudrait subventionner les plus démunis pour qu'ils puissent faire face à ces augmentations de tarif. M. Caillé a aussi défendu l'idée que le Québec se dote d'une politique énergétique qui dépasse ses frontières pour englober tout l'est de l'Amérique du Nord.

Sur ce dernier point, Mario Dumont s'est dit «complètement» de l'école de pensée de M. Caillé. Si le Québec vend de l'électricité et même du gaz aux États-Unis, cela permet de réduire la pollution en provenance des centrales au charbon de l'Est américain, a-t-il soutenu. C'est une des raisons qu'il invoque pour appuyer le projet Rabaska d'un deuxième port méthanier au Québec.

En revanche, Mario Dumont s'oppose à toute hausse «brutale» ou «radicale» des tarifs d'électricité. «Je suis très prudent», a-t-il dit. «Il y a des ménages qui vivent dans des logements [...] où l'air rentre par des fentes. Il faut penser à ce monde-là.» Selon lui, le Québec doit se lancer dans un grand chantier d'isolation domiciliaire, ce qui est absent du Plan de lutte contre les changements climatiques présenté par M. Charest.

Mario Dumont concilie croissance économique et respect de l'environnement en avançant que l'efficacité énergétique peut très bien devenir un des grands chantiers qui mobilisera les Québécois. «C'est un chantier qui est aussi possible, aussi réalisable, aussi à portée de la main et aussi important que les grands chantiers du développement hydroélectrique.» L'ADQ a d'ailleurs adopté une proposition exigeant d'Hydro-Québec qu'elle double son objectif d'efficacité énergétique pour le porter à 16 TWh d'ici 2015.

En respectant les cibles de Kyoto, le Québec se positionnera comme «un leader sur tout le continent», ce qui correspond bien à la «philosophie» adéquate d'amener le Québec, sur le plan économique, dans le peloton de tête en Amérique du Nord, a expliqué M. Dumont.

## L'ADQ accumule les appuis

Samedi, André Caillé, qui a été pressenti pour devenir candidat par les conservateurs de Stephen Harper mais aussi par l'ADQ, disait poursuivre sa réflexion. Mais il ne s'est pas fait prier pour témoigner de «l'admiration» qu'il éprouvait pour Mario Dumont. Il a aussi fait l'éloge de «l'autonomie des personnes», une notion que défend l'ADQ. Toutes ces années où l'on a parlé d'indépendance nationale, «une proportion de plus en plus grande de notre population est devenue dépendante de l'État à toutes sortes d'égards», estime-t-il. André Caillé, qui a voté OUI au référendum de 1995, croit qu'il ne reverra pas de son vivant un autre débat semblable sur la souveraineté.

L'ancien ministre péquiste Jean Garon était aussi invité de l'ADQ. À l'élection de mars dernier, M. Garon a longtemps hésité avant de refuser de devenir candidat de l'ADQ.

Un nombre encore modeste d'anglophones ont rejoint l'ADQ. Deux des quatre maires de l'ouest de l'île de Montréal qui avaient accordé leur appui à Mario Dumont lors de la dernière élection générale étaient présents, soit Campbell Stuart, maire de Montréal-Ouest, et Bill Tierney, maire de Sainte-Anne-de-Bellevue. Le conservateur Peter White, un ancien conseiller de Brian Mulroney, qui est président de l'Association adéquate de Bromo-Missisquoi, était aussi de la partie.

En remplacement de Gilles Taillon, élu député de Chauveau à la dernière élection, les militants adéquistes se sont choisis un nouveau président montréalais, Tom Pentefountas, issu de la communauté grecque. M. Pentefountas estime que l'«hypothèque référendaire» est levée: les anglophones et allophones peuvent désormais cesser d'accorder massivement leurs votes aux libéraux. «L'époque où on a voté du côté libéral par peur que le Québec se sépare est terminée», a-t-il dit. «Cette anomalie qui dure depuis 40 ans, il va falloir mettre fin à ça.»

Mario Dumont s'attend à ce que sa participation au camp du OUI en 1995 aux côtés de Lucien Bouchard revienne sur le tapis lors de la prochaine campagne électorale. «Il y a des épouvantails de toute sorte qui peuvent être soulevés», a-t-il dit. Chose certaine, il n'a pas l'intention de prononcer un grand discours pour rallier les anglophones comme l'a fait M. Bouchard au Théâtre Centaur en mars 1996. Ce n'est pas dans sa personnalité, a dit M. Dumont, qui préfère «le travail de base à long terme [plutôt que le] show-business d'une prestation d'un soir».

## Le secteur privé dans le transport en commun

À plusieurs reprises, le chef adéquate a insisté sur le recours au secteur privé pour exploiter les services de transport en commun, seul moyen, selon lui, de répondre à la demande. Ce fut d'ailleurs l'objet d'une proposition adoptée samedi par les militants.

Parmi les autres résolutions qui font désormais partie de la plateforme environnementale de l'ADQ, on note la relance du projet de train à haute vitesse (THV) entre Québec et Windsor, l'adoption des normes californiennes d'émissions pour les voitures neuves et la création d'une bourse de carbone à Montréal.

De plus, un gouvernement adéquite instaurerait un programme d'inspection des véhicules d'occasion visant la réparation ou le retrait de la circulation des véhicules polluants. Il favoriserait l'utilisation de la géothermie, imposerait la certification LEED pour les nouveaux bâtiments et interdirait les sacs de plastique non réutilisables.

Le Devoir

## PERSONNES

SUITE DE LA PAGE 1

«Il n'y a pas eu d'avis écrit et les délais proposés ne sont pas conformes. À certains locataires, on a bien offert des compensations, mais pas à tout le monde», raconte l'organisatrice communautaire de ce comité, Jacynthe Morin.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel reproche est fait à Cogir. Cet été, le CSSS Lucille-Teasdale avait failli mettre un terme à son entente avec la compagnie de gestion immobilière après que celle-ci eut procédé à l'expulsion précoce de certains de ses locataires de la Résidence Jardin Botanique pour aménager de nouvelles RI. À l'époque, un rappel à l'ordre avait aussi été fait par l'Agence de la santé. «Nous avons rencontré Cogir il y a plusieurs mois, et nous avons été très clairs sur le fait que nous voulions que tout se fasse dans les règles prescrites par la loi», explique la directrice générale adjointe de l'Agence, Louise Massicotte.

Une entente à l'amiable a finalement été conclue entre les deux parties, en mai dernier. Mais cela n'a pas empêché Cogir de récidiver, dénoncé aujourd'hui le Comité logement Ahuntsic-Cartierville. La société, elle, affirme pourtant avoir compris la leçon. «Nous sommes très au fait de nos obligations en tant que gestionnaire et nous nous y conformons scrupuleusement», assure Paul Mercier, vice-président exploitation.

Ce dernier admet toutefois quelques accrocs à la loi dans le présent dossier. «Nous ne voulions pas envoyer d'avis parce qu'en vertu de la loi, une fois qu'on arrive au terme de la période donnée, on peut se retrouver pris dans un processus juridique complexe et on ne s'en sort plus. On préférait plutôt une approche plus humaine, basée sur l'échange.» Avec le recul, M. Mercier admet que ça n'était peut-être pas la meilleure formule. «Si nous avions à refaire le même exercice, j'avoue que nous le referions différemment», ajoute-t-il en invitant le réseau public de la santé à simplifier dès le départ de manière à minimiser l'inquiétude des locataires visés.

En tout, 55 locataires sont concernés par le changement de vocation de cinq étages des Résidences Tournesol. Jusqu'à présent, 23 ont été relogés à un autre étage et 8 ont choisi de s'installer ailleurs. Mais une vingtaine restent à caser, dont certains sont très vulnérables alors qu'il

ne reste qu'une dizaine de places vacantes. C'est le cas d'Isabelle, qui porte sur ses épaules 96 années de vie bien remplie. Sa fille Johanne affirme avoir pour la première fois été contactée par la compagnie à la mi-août pour un déménagement... le mois suivant! «C'est parfaitement contraire à la loi. La Régie exige un préavis écrit six mois au moins avant la fin du bail, trois mois de loyer à la fin du bail et une compensation financière raisonnable.»

## Prête à se battre

L'annonce a bouleversé le quotidien d'Isabelle qui tient aujourd'hui à tenir son nom secret. «Certains m'ont dit qu'ils avaient peur des représailles et j'avoue que j'y pense moi aussi.» Mais elle est quand même prête à se battre jusqu'au bout pour garder son petit appartement. Rencontrée la semaine dernière, la vieille femme à l'allure fragile présentait une voix assurée et des idées parfaitement claires. «Je suis moi-même une personne âgée, et j'ai besoin d'une aide professionnelle. On ne peut pas me chasser pour donner ma place à une autre personne âgée, ce serait tout à fait absurde!»

Depuis son arrivée au Tournesol, Isabelle a en effet perdu la vue et son ouïe s'est passablement affaiblie. Apprivoiser son nouvel environnement lui aura demandé beaucoup d'effort. «Ici, je connais parfaitement mon appartement, je peux vaquer à mes occupations, je suis autonome. À mon âge, apprivoiser un nouvel environnement, ce serait de la folie. Je n'en ai plus la force ni l'énergie.» Sa fille Johanne craint d'ailleurs qu'un déménagement ne précipite les choses. «Elle est déjà très bouleversée. C'est un grand choc pour elle et il me paraît clair qu'un déménagement ne peut que nuire considérablement à sa santé.»

Le partenaire public de Cogir dans ce dossier, le CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent, convient que parmi les locataires visés, quelques-uns sont trop vulnérables pour être déplacés. Le malaise est d'autant plus grand que plusieurs de ces aînés reçoivent déjà des services réguliers de son personnel. «Par une bonne nouvelle, on se retrouve à faire quelques malheureux, et c'est bien malgré nous. On va bien sûr essayer de rendre la chose la plus aisée possible et de régler ça à la satisfaction de tous», promet le directeur général du CSSS, Daniel Corbeil. Signe de la bonne foi du CSSS, une rencontre est prévue demain avec les locataires afin de leur offrir tout le soutien nécessaire dans cette épreuve. À la moindre incartade de la part

de Cogir, le CSSS se retirera du projet, assure M. Corbeil.

Une fois les travaux terminés, des places pourront peut-être même être réservées aux locataires qui nécessitent plus de soins quotidiens. «Dans la mesure du possible, nous aimerions leur ménager une place dans les nouvelles unités, mais on ne pourra le faire que si leur portrait correspond au profil d'une RI. Et encore là, il faudra voir, il y a des listes d'attente et de priorité à respecter», précise M. Corbeil. De son côté, Cogir affirme avoir accepté d'allonger ses délais pour permettre aux locataires de souffler un peu. «Au début, nous visions septembre, maintenant, nous visions plutôt novembre, décembre, mais nous sommes prêts à nous adapter. Nous sommes conscients que nous avons à travailler avec des êtres humains», explique M. Mercier.

## Insatisfaction

Mais ces professions de foi ne satisfont qu'à moitié le Regroupement des comités logements et association de locataires du Québec (RCLALQ), qui aimerait que l'on cesse complètement les expulsions de personnes âgées pour le développement des RI. «Pour nous, au-delà des droits des locataires, ce dossier soulève un problème moral et éthique majeur, constate le responsable des dossiers politiques, André Trépanier. Quand une éviction pour changement d'affectation touche précisément ceux que l'on veut aider, il y a un problème. Parce qu'il ne faut pas se tromper, on déplace des personnes âgées qui ont besoin de soins pour faire de la place à d'autres, qui ont aussi besoin de soins. C'est absurde.»

L'Agence, on affirme vouloir tout faire pour que cela se reproduise pas. Mais, en même temps, il faudra être réaliste, prévient Louise Massicotte. «Notre objectif est d'offrir un continuum de soins aux aînés afin qu'ils puissent rester le plus longtemps possible dans un milieu de vie agréable. Avec le vieillissement de la population, on va avoir besoin de RI et toutes ne pourront pas être des constructions neuves.» Faux, rétorque le RCLALQ. S'il est possible de construire 5000 logements sociaux en constructions neuves ou en recyclage dans les dernières années, «je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas faire de même avec le RI», fait valoir André Trépanier, qui invite le ministre Philippe Couillard à émettre des recommandations en ce sens.

Le Devoir

## COUPE

SUITE DE LA PAGE 1

La cause de l'équipe internationale était cependant déjà entendue, et la belle victoire de Mike Weir n'allait rien y changer. «Je suis habitué par des sentiments contradictoires», a commenté le Canadien. «C'est peut-être encore plus spécial de battre Tiger, ici, au Canada, que de gagner le tournoi des Maîtres», a-t-il déclaré à propos du prestigieux tournoi du Grand chelem qu'il a remporté en 2003. «En même temps, c'est la quatrième fois que je participe à ce tournoi et que notre équipe ne gagne pas. Ça été une semaine très chargée émotionnellement.»

L'équipe américaine avait entrepris le tournoi en force en remportant cinq des six matchs disputés jeudi, leur donnant d'entrée de jeu un score de 5,5 points contre seulement 0,5 point pour leurs adversaires. La paire formée par Mike Weir et Vijay Singh avait été la seule à tenir le coup en arrachant un match nul (et le 0,5 point qui allait avec) à leurs opposants Phil Mickelson et Woody Austin. Les Internationaux s'étaient repris de belle façon, le lendemain, en remportant quatre victoires et un match nul, ramenant du même coup le score à 7 points pour l'équipe américaine contre 5 points pour eux. Ils allaient cependant tout gâcher, samedi, en perdant les cinq matchs joués en matinée selon la formule des coups alternatifs et n'arrivant pas à mieux faire, en après-midi, que de diviser 50-50 les honneurs de cinq autres matchs joués, cette fois, selon la formule deux balles, meilleure balle. Avec un total de seulement 7,5 points contre 14,5 pour les Américains, ils se savaient, hier, déjà pratiquement défaits à



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les membres de l'équipe américaine, dont Jim Furyk et Tiger Woods (à gauche) et leur capitaine, Jack Nicklaus, posent avec la Coupe des Présidents.

moins d'un effondrement de leurs opposants qui ne s'est produit.

Commencé sous la pluie, le tournoi s'est conclu par une belle journée d'automne. Les nombreux spectateurs présents sur le site n'ont pas caché leur bonheur de pouvoir voir de si près leurs joueurs préférés du circuit professionnel de la PGA (Professional Golfers' Association). Souvent drapés de la feuille d'érable, ils ont réservé leurs meilleurs encouragements et applaudissements aux membres de l'équipe internationale.

«Il y a longtemps que je n'avais pas vu une foule aussi enthousiaste à un tournoi. Je crois même n'avoir jamais vu cela», a affirmé leur capitaine, le Sud-Africain Gary Player.

C'était la première fois que le Canada

était l'hôte de la Coupe des Présidents de la PGA. Les organisateurs attendaient pour l'occasion 132 000 spectateurs et plus de 300 journalistes. Télédiffusé dans 140 pays, l'événement avait un auditoire potentiel dépassant le milliard de personnes.

## Un tournoi pas comme les autres

Disputée tous les deux ans depuis 1994 en alternance avec un autre tournoi, celui de la Coupe Ryder qui oppose, celle-là, les États-Unis à l'Europe, la Coupe des Présidents n'a pas l'habitude d'échapper aux Américains. En sept éditions, ces derniers ne l'ont perdue qu'une fois et partagée une autre fois. Leur domination a longtemps été tout

## DELPHY

«On assiste en ce moment à la recolonisation du monde»

SUITE DE LA PAGE 1

croit celle qui, dans la vingtaine, a participé à la renaissance du Mouvement de libération des femmes en France, la seconde vague du féminisme après les «suffragettes». «Il n'y a pas le même enthousiasme, ce sentiment de découverte. [...] Et il y a aujourd'hui cette forte incitation à faire croire aux femmes que le féminisme est dépassé.»

## À la guerre comme à la guerre

Rien à voir avec le début des années 1970, cette époque assurément difficile où tout était à bâtir, mais néanmoins porteuse d'espoir. L'heure était aux premiers rassemblements entre femmes, dans un petit local de l'Académie des beaux-arts à Paris. «Très vite, on a été 150-200 femmes à y assister toutes les semaines. Il y avait toujours cet homme, dans les premiers mois, qui venait à la porte et nous disait qu'on ne pouvait être entre nous, se souvient-elle. On lui criait dessus et lui disait de foutre le camp. C'était extraordinaire cette conviction qu'il avait que les femmes n'avaient pas le droit de ne se réunir qu'entre elles. La non-mixité était scandaleuse.»

Un an plus tard, en novembre 1971, Christine Delphy partait véritablement en guerre. C'était lors de la première manifestation en France pour le droit à l'avortement. Avec elle, au front, une Simone de Beauvoir plus âgée, qui n'avait presque rien perdu de sa fougue. C'est avec «cette femme d'exception» qu'elle a fini par fonder en 1977, avec deux autres chercheuses, la revue *Questions féministes*, devenue en 1980 *Nouvelles Questions féministes*, dont elle assume toujours la direction. Figure dominante dans le monde du féminisme, Christine Delphy est surtout connue pour avoir été l'une des premières, dans le premier tome de *l'Ennemi principal, Économie politique du patriarcat*, à sou-

lever la question du travail domestique — que les mères et les filles assument à 90 % — comme l'une des bases fondamentales de l'«oppression spécifique des femmes».

Aujourd'hui et plus que jamais, la sociologue s'inquiète du discours de plusieurs femmes occidentales qui, devant une certaine amélioration de la condition féminine, s'assoient sur leurs lauriers. Au passage, elle fustige les idées véhiculées par des livres comme le best-seller mondial *Les hommes viennent de mars, les femmes viennent de Vénus* qui, selon elle, font faire fausse route au débat. «C'est le retour du bâton. [...] [Ces idées] ne vont qu'exprimer l'intérêt du patriarcat à ce qu'on revienne à la normale, à l'idée qu'on est complémentaire. Mais on ne fait que mettre l'accent sur les relations individuelles et amoureuses et pas sur les vraies questions, comme les différences de salaire», déplore-t-elle.

## Esprit de talons hauts

Opposante farouche à la loi française interdisant le foulard musulman dans les écoles, Christine Delphy sait que sa position fait parfois sourcilier certaines femmes qui voient dans le voile un signe d'oppression. Pour elle, l'idée même de lutter pour que les femmes abandonnent le foulard, sous prétexte qu'elles seraient «aliénées», revient à dire que leur liberté de conscience n'est pas prise au sérieux. «On le voit chez l'autre, parce que c'est un signe étranger et qu'on ne le supporte pas. Ce n'est pas l'infériorité des femmes que l'on ne supporte pas. [...] c'est le côté exotique et étranger», avait-elle dit en entrevue à la revue française, *Socialisme international*. Et puis, si on se préoccupait vraiment de leur sort, n'y aurait-il pas des choses plus importantes à faire pour elles?, s'interroge-t-elle.

Mise au courant des derniers épisodes québécois en matière d'accommodements raisonnables, Mme Delphy a semblé fort heureuse d'apprendre que la Belle

aussi grande à la Coupe Ryder, qui existe depuis 80 ans, jusqu'à ce que l'on décide enfin d'élargir la composition de l'équipe européenne à d'autres pays que seulement la Grande-Bretagne et l'Irlande, à la fin des années 70.

Ces deux événements se démarquent à plus d'un point de vue des autres tournois de golf professionnel. Sélectionnés par un grand joueur à la retraite, leurs participants luttent pour l'honneur de l'équipe plutôt que pour leur seule gloire personnelle et de juteuses bourses. Les gagnants des matchs individuels et par équipe de deux n'y sont pas ceux qui ont frappé le moins de coups à la fin du tournoi, mais ceux qui ont remporté le plus de trous contre leurs adversaires. La règle cardinal est censée y être le *fair play* et il est d'usage, par exemple, de concéder à ses adversaires les coups roulés les plus faibles.

Le degré de rivalité peut devenir très grand entre Américains et Européens, qui jouent souvent, durant le reste de la saison, chacun de leur côté dans des circuits différents. L'ambiance est nettement plus décontractée entre les Américains et les joueurs «du reste du monde» qui ont l'habitude de se côtoyer dans le circuit américain, quand ils n'habitent pas carrément les mêmes quartiers.

Les Sud-Africains Retief Goosen et Trevor Immelman sont par exemple des voisins de Tiger Woods, à Orlando, en Floride. Leur compatriote Rory Sabbatini habite quant à lui au Texas, tout comme le Sud-Coréen K.J. Choi. La vedette locale, Mike Weir, ne vit pas non plus dans sa ville natale de Sarnia, au Canada, mais en Utah, aux États-Unis.

Le Devoir Avec La Presse canadienne

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts  
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.  
Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Licence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin, Saint-Léonard. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390